



SOMMAIRE

“Cette année, le Comité a travaillé aussi activement que les années précédentes.” (Entretien avec Abdusattor Boboev, Président du Comité)..	2
Persécution et tortures dans les prisons tadjikes (M. Sohbnazarova).....	4
Emprisonnement de Makhmurod Odinaev (M. Sohbnazarova).....	8
Harcèlement et persécutions envers les familles des opposants (M. Odinabek).....	11
Expulsion d’Autriche de Shovalizoda (M. Fayzrakhman)	14
“Tant que je vivrai, je me battrai pour les droits de mon père!”	20
Mirzokul Khodzhimatov a été condamné à cinq ans de prison sur de fausses accusations (M. Fayzrakhman).....	25
Le centre tadjik de Moscou menacé par le gouvernement Rakhmonov //	
Pourquoi Izzat Amon a-t-il été arrêté? (A. Nizam).....	30
Disparition de membres de l’opposition politique tadjike en Russie (Salim Sultonzoda).....	32
Arrestation des gens sur de fausses accusations: Frères musulmans (Muhammadsaid Rizoi).....	34
Meurtre et enlèvement de militants politiques tadjiks	39
École spéciale ou prison pour enfants au Tadjikistan? (M. Sohbnazarova).....	42
La justice prévaudra-t-elle ou bien les coupables vont-ils s’en tirer une fois de plus? (M. Sohbnazarova).....	47
Emprisonnement d’étudiants pour “haute trahison” (S. Bourkhonov).....	52
Aider les familles des condamnés est considéré comme un crime (S. Boboev).....	55
La promesse d’amnistie a conduit à la prison (M. Shonaimi).....	56
Pourquoi un homme de 90 ans a-t-il été arrêté et emprisonné? (I. Yakubov)?	58
Que s’est-il passé au Badakhshan?.....	60
Qui est responsable de la tragédie de Khurasan? (M. Sohbnazarova).....	69
Arrestation et peines de prison pour un “LIKE” (M. Saddriddin).....	71
Amnistie ou commerce? (Jamshed Yorov).....	75



“Le comité a été aussi actif cette année que les années précédentes” (Entretien avec Abdusattor Boboev, Président du Comité)

Abdusattor Boboev, président du Comité civil pour le sauvetage des otages et prisonniers politiques du Tadjikistan (CCSOPPT) dans un texte publié sur le site “Zindoniyon” (*Prisonniers*) a indiqué qu'au cours des deux dernières années la maladie du covid19 s'est propagée partout dans le monde, mais malgré cela, comme les autres années, nous sommes restés actifs.

Entretien avec Abdusattor Boboev:

- Bonjour, parlez-nous des activités du comité en 2020 et 2021.

- Bonjour à tous les défenseurs des migrants et organisations qui soutiennent les opprimés et prisonniers politiques. Ces deux dernières années, malgré la propagation globale du covid19 dans le monde,



Abdusattor Boboev, président du Comité civil pour le sauvetage des otages et prisonniers politiques du Tadjikistan (CCSOPPT)

notre comité est resté aussi actif que les années précédentes; chaque semaine, nous avons organisé des réunions en ligne, et tous les membres du comité y ont pris une part active. Le comité a examiné tous les problèmes, crimes et atrocités commis par le régime et le gouvernement par les membres de la famille Rahmon envers les prisonniers et leurs familles qui étaient otages de ce régime.

Nous avons analysé ces questions dans la Commission, puis nous avons fait des déclarations et demandes aux forces de l'ordre du pays pour arrêter ces crimes. Nous avons aussi envoyé des lettres aux organisations de défense des droits de l'Homme dans le monde, dans différentes

langues, en les informant sur les crimes contre l'humanité commis par ce gouvernement inhumain et nous leur avons demandé d'agir

contre les atrocités du régime.

Au total, cette année, nous avons eu beaucoup d'activités, y compris la préparation de la revue du comité, publiée dans les années précédentes. Dans cette revue, nous avons

recensé autant de crimes d'atrocités que possible, commis par les forces de l'ordre du Tadjikistan.

- Comme vous l'avez dit, au cours de ces deux années, le comité a envoyé des lettres aux organisations et institutions internationales de protection des droits humains au sujet des prisonniers politiques et de leur situation déplorable. Ces organisations ont-elles réagi et pris des mesures pour libérer les prisonniers politiques?

- Notre comité travaille depuis plus de trois ans. Pendant cette période, nous avons envoyé 183 lettres à des organisations et des pays; à des organisations telles que l'ONU, l'Union européenne, l'OSCE, Freedom House, Human

Rights Watch et d'autres. Nous restons en contact avec eux et recevons des lettres de leur part, et ils sont toujours prêts à coopérer avec nous.

Nous avons également collecté et envoyé à ces pays des courriers d'accord pour les demandeurs d'asile qui souhaitent se rendre dans des pays où ils ne sont pas en situation de risque, 70% des lettres du comité les ont aidés.

- Parlez-nous de Bobo Dona, ainsi que du vice-président du Parti social-démocrate du Tadjikistan Makhmurod

Odinaev et de Daler Sharipov. Quelle est leur situation actuellement?

- Heureusement, Doniyor Nabiev (le grand-père de dona), un homme de 90 ans, a été libéré un an plus tard avec l'aide d'organisations et notamment de ce comité, qui a tout mis en œuvre pour cela.

Le journaliste Daler Sharipov a également été libéré au bout d'un an.

Mais Makhmurod Odinaev a reçu une peine injuste, il est toujours en prison, et selon les informations que nous avons de la prison, il subit des tortures de la part de ce régime cruel, et le

gouvernement lui a ordonné de demander pardon au président, mais Makhmurod Odinaev a héroïquement refusé, disant que ce sont les coupables et pécheurs comme vous qui doivent demander pardon. Moi, prisonnier politique

innocent, je dois être libéré sans condition et avec vos excuses et une compensation de votre part.

Tous les organisations, pays et médias du monde seront informés des crimes

Tous les organisations, pays et médias du monde seront informés des crimes commis par le régime de Rahmon. Nous avons de nombreux projets pour l'année à venir, qui sera très mauvaise et difficile pour le régime Rahmon, qui ne sait plus quoi faire.

commis par le régime de Rahmon. Nous avons de nombreux projets pour l'année à venir, qui sera très mauvaise et difficile pour le régime Rahmon, qui ne sait plus quoi faire.

- Quels sont vos projets pour les jours et années à venir?

- À la fin de chaque année, nous organisons une réunion annuelle. Lors de cette réunion, le Président du Comité et ses suppléants sont réélus. Lors de cette session, nous développerons la structure et le programme de travail annuel et agirons en conséquence.



Persécution et tortures dans les prisons tadjikes

MAVJUDA SOKHIBNAZAROVA, journaliste et vice-président du Comité



Le gouvernement tadjik se montre réticent à répondre aux appels à mettre fin à la torture dans les prisons du pays, suite aux déclarations du Comité civil pour le sauvetage des otages et prisonniers politiques du Tadjikistan (CCSOPPT) et d'autres groupes de défense des droits humains. Même les appels écrits des proches des prisonniers au Médiateur au Tadjikistan restent sans réponse, alors que, selon les normes internationales des droits humains, le Médiateur est tenu de répondre aux appels écrits des citoyens sous trois jours. Il convient de noter que le harcèlement et la torture sont courants



parmi les prisonniers politiques: même l'ONU a jugé leurs peines injustes et a exigé que le gouvernement du Tadjikistan les libère sans condition, au lieu de cela, le gouvernement a augmenté la persécution et la torture, en réponse aux demandes de l'ONU.

Par exemple, l'un des prisonniers politiques condamnés à la réclusion à perpétuité est Makhmadali Khait. Il y a six mois, il s'est adressé au chef du ministère de la Justice, Mansur Umarov, avec une demande de restitution de sa bouilloire et de sa radio confisquées par les

gardiens de prison, ainsi que changement de cellule du meurtrier, qui se trouvait avec lui.

On ne sait toujours pas si la direction du GUIN RT a répondu à sa demande, car après l'expiration du délai de six mois, sa femme n'a pas pu le rencontrer.

Savrinisso Jurabekova, épouse de Makhmadali Khait, a déclaré: *“Je suis autorisée à voir mon mari une fois tous les six mois. Selon l'horaire de*

visite, le 24 novembre 2021, je suis arrivée au SIZO (CENTRE DE DÉTENTION FERMÉ) No1. J'ai attendu plusieurs heures, mais je n'ai pu voir personne. Il m'a répondu de façon vague. Après une longue

attente, après m'être adressée d'un agent à l'autre, on m'a récemment dit que mon mari avait enfreint les règles de la prison. C'était incroyable parce que mon mari est en prison depuis 6 ans et connaît bien le règlement de la prison. D'ailleurs, il sait que nous nous retrouverons le 24. J'ai donc insisté beaucoup pour apporter des preuves. On m'a dit que le 24 novembre, mon mari avait refusé de se promener pendant la journée et avait été puni pour cela en vertu des articles 120 et 122 du code pénal. Croyez-moi, c'est la première fois que j'entends parler de cela et tous ceux à qui je demande sont surpris. Faut-il punir quelqu'un

parce qu'il ne marche pas? C'est peut-être un autre secret. Je crains que mon mari ait été torturé et que sa santé soit altérée ou qu'il ne soit pas enregistré du tout. Nous avons donc demandé



Makhmadali Khait

à le voir de loin, mais notre demande a été refusée. J'ai écrit au Commissaire aux droits humains, et on m'a dit que ma lettre avait été reçue et serait prise en compte, mais je n'ai aucun espoir, nous avons été trompés à plusieurs reprises."

Savrinisso Jurabekova a ajouté:

"Le 11 mars 2019, mon mari a déclaré qu'il était constamment torturé et a déclaré que s'il mourait, il mourrait des suites de la torture. Mon mari a également été contraint à plusieurs reprises de s'exprimer contre le PRIT à la télévision, mais il a refusé."

Elle a ajouté: *"C'est pourquoi ils le torturent sous n'importe quel prétexte. Ceux qui disent que la torture n'est pas utilisée dans les prisons tadjikes mentent. Un homme qui soi-disant n'a pas voulu se promener a été privé de tout contact avec sa famille pendant encore six mois. N'est-ce pas de la pression*

et de la torture? Cette torture va-t-elle empirer? Dans le même temps, le personnel pénitentiaire a torturé non seulement Makhmadali Khait, mais

aussi ses proches. Je ne sais pas si mon mari est vivant ou non. Ils ne nous ont même pas laissé le voir de loin et soulager notre anxiété. Personne ne peut nous joindre au téléphone et nous devons endurer six mois d'attente, de peur et d'anxiété."

Ce fut une journée amère pour un seul prisonnier politique. La situation des autres prisonniers politiques est pire, pas meilleure.

Le 16 septembre 2021 quatre prisonniers politiques, membres de haut rang du PRIT, Zubaidullo Rozik, Hikmatullo Saifullozoda, Rahmatullo Rajab et Muhammadali Faizmuhammad ont écrit, depuis leur prison, en présence de représentants de l'organisation, d'observateurs internationaux, d'experts et de la population du pays, une lettre au président du Tadjikistan Emomali Rahmon avec une demande de révision de leurs peines devant le tribunal. *"Nous déclarons fermement que nous n'avons commis aucun crime"* – ont-ils écrit. Est-ce un crime d'être membre d'un parti?

Quelques jours plus tard, **Khikmatullo Saifullozoda**, qui se trouvait dans le bloc sanitaire



Khikmatullo Saifullozoda

de la prison, a été frappé à la tête avec une bouilloire. La tentative d'assassinat sur Saifullozoda a également été commise par un criminel qui se trouvait en dehors des sanitaires. Comment cette personne se

trouvait-elle à cet endroit? Les responsables de la prison n'ont pas répondu à la demande d'explication, mais Saifullozoda a ensuite été

envoyé au SIZO pour être puni contre les trois autres auteurs de la lettre. Pourquoi et pour quel péché une punition si sévère?

Valamati Ibrohimzoda, l'épouse de Rahmatullo Rajab, a passé plusieurs jours derrière les barreaux pour obtenir une réponse à cette question. Elle avait écrit au Commissaire aux droits de l'Homme, Umed Bobozoda,

un courrier dans lequel elle commente: *"Jabir Rahmatullo Rajab a été détenu dans une cellule disciplinaire du 8 novembre à ce jour. La nouvelle du transfert de mon mari et de ses*

camarades au SIZO a été largement couverte par les médias nationaux et étrangers. J'ai lancé à plusieurs reprises des appels aux autorités du pays pour connaître les raisons du transfert de mon mari au SIZO, mais je n'ai pas encore reçu de réponse officielle. Officieusement, des responsables de la prison m'ont dit que la raison du transfert de Rakhmatullo Rajab au SIZO était qu'il avait écrit une lettre au président sans sa permission. En écrivant la lettre, mon mari et ses complices auraient enfreint le règlement intérieur de l'établissement."

Je ne sais pas comment ils ont enfreint la règle, mais n'est-ce pas vous qui avez conseillé d'écrire une lettre au président? Écrire une lettre au président n'est donc pas un crime. Et cette action, c'est-à-dire la rédaction de lettres et d'appels conformément aux exigences des articles 120 et 122 du Code pénal, n'est pas considérée comme une infraction au règlement intérieur. Nulle part

dans le monde un prisonnier n'est détenu dans un SIZO pour un tel acte.

Est-il vrai que, conformément à la partie 3 de l'article 16 du Code pénal de la République du Tadjikistan, les condamnés n'ont pas le droit de porter plainte ou de faire des propositions aux autorités compétentes ou aux organes exécutifs

supérieurs, aux tribunaux et

aux procureurs, aux Commissaires en charge des dossiers des mineurs ou autres organes du pouvoir de l'État et de l'autonomie locale?

Aux organismes interétatiques et

organisations internationales de protection des droits humains et des libertés?

Cette femme courageuse, comme les épouses des décembristes, a frappé aux portes de plusieurs bureaux afin de faire sortir son mari et son camarade du SIZO.



Cette femme courageuse, comme les épouses des décembristes, a frappé aux portes de plusieurs bureaux afin de faire sortir son mari et son camarade du SIZO. Elle s'est prononcée contre la torture et l'injustice dans les prisons, mais elle ne pouvait pas le faire seule, car la société civile tadjike préfère rester dans l'ignorance et l'aveuglement face à la tragédie des prisonniers politiques.

Elle s'est prononcée contre la torture et l'injustice dans les prisons, mais elle ne pouvait pas le faire seule, car la société civile tadjike préfère rester dans l'ignorance et l'aveuglement face à la tragédie des prisonniers politiques.

Pendant ce temps, les groupes de défense des droits humains ont choisi de rester neutres de peur de perdre leurs moyens de subsistance. La société étant silencieuse, les familles des prisonniers politiques ne savent rien de la situation des prisonniers. Les responsables de la prison ne jugent même pas nécessaire de leur parler. Et, malheureusement, la torture dans les prisons du Tadjikistan devient une



Shukhrati Rahmatullo

tradition, et les familles doivent y faire faces seules. Par exemple, **Nilufar Rajab**, la fille de Rahmatullo Rajab, est accusée en vertu de l'article 307 du Code pénal d'avoir transmis aux médias le transfert de prisonniers au SIZO.

Tel est l'état de droit et la justice au Tadjikistan. Si vous protestez contre l'injustice, vous serez mis en prison. La date du recours de Valamati Ibrohimzoda auprès du Commissaire aux droits humains, Umed Bobozoda est fixée au 6 novembre 2021. Bien que près d'un mois se soit écoulé depuis la lettre, les proches de Rajab ne savent rien de sa santé et de son état mental et sont très inquiets. Nous nous sommes donc tournés vers les médias.

Cette déception se lit dans la lettre de **Shukhrati Rahmatullo** à sa mère: "*Maman, pourquoi n'as-tu pas dit à mon père de ne pas écrire de lettre à Emomali Rahmon? N'est-ce pas Emomali Rahmon qui les a mis en prison? Vous êtes témoins, à chaque fois que vous ne vous adressez à aucune institution, on vous répond que l'ordre vient d'en haut. Une autre chose est qu'Emomali Rahmon est connu comme un dictateur auprès des*

citoyens du pays et de la communauté internationale. Est-il légal pour lui de lui parler?"

Shukhrat a poursuivi: "*Si vous avez la possibilité de contacter votre père, dites-lui de ne pas écrire de lettres! Ce gouvernement a ignoré la lettre de l'ONU et envisage maintenant une lettre d'un citoyen ordinaire qui est aussi un prisonnier? Si le gouvernement était humain, il n'emprisonnerait pas des innocents sous de fausses accusations."*

Que pouvons-nous dire? Shukhrat a raison.

Valamat Ibrohimzoda, a déclaré, citant son mari, que pendant les six années d'emprisonnement, ils

Malheureusement, la torture dans les prisons du Tadjikistan devient une tradition et les familles doivent y faire face seules. Par exemple, Nilufar Rajab, la fille de Rahmatullo Rajab, est accusée en vertu de l'article 307 du Code pénal d'avoir informé les médias du transfert de prisonniers au SIZO. Tel est l'état de droit et la justice au Tadjikistan. Si vous protestez contre l'injustice, vous serez mis en prison.

avaient écrit sept lettres prouvant leur innocence. Cette fois, l'ombudsman Umed Bobozoda lui-même, lors d'une rencontre avec les détenus, leur a suggéré d'écrire une lettre. Cependant, lors de la rédaction de la lettre, ses auteurs ont été soumis à des tortures affreuses et Umezoda, le commissaire aux droits de l'Homme, a tout ignoré, comme s'il ne savait rien et ne protégeait pas les droits de ces prisonniers.



Emprisonnement de Makhmurod Odinaev

MAVJUDA SOKHIBNAZAROVA, vice-président du Comité



Dans un communiqué de presse du 13 janvier 2021, Human Rights Watch a critiqué le Tadjikistan pour avoir emprisonné des personnes qui critiquaient la politique du gouvernement, y compris des militants de l'opposition et des journalistes, pour des motifs politiques. Les autorités ont démenti ces allégations, soulignant la justesse de leur travail et le manque de volonté politique. Moins

Tadjikistan, mais Odinaev a rejeté le verdict. Son fils Khabibullo Rizoiev était jugé en même temps que lui.

Deux semaines plus tard, le 28 janvier 2021, le tribunal de district de Rudaki a condamné Makhmurod Odinaev (l'un des membres actifs du Parti social-démocrate du Tadjikistan) à 14 ans de prison. Mahmud Odinaev a été condamné à 14 ans de prison pour avoir été un activiste des médias



La pression et la persécution ont commencé lorsque Makhmurod Odinaev a posté sur sa page Facebook une demande de manifestation pacifique auprès du maire de Douchanbé, président du Majlisi Milli (Parlement), fils d'Emomali Rahmon. Il n'y a pas eu de réponse de Rustam Emomali et quelques jours après la demande, Mahmud Odinaev a disparu à Douchanbé. Il a été illégalement détenu au centre de détention provisoire du KNB (Comité de sûreté nationale).

de deux semaines plus tard, le 28 janvier 2021, le tribunal de district de Rudaki a condamné Makhmurod Odinaev (l'un des membres actifs du Parti social-démocrate du Tadjikistan) à 14 ans de prison. Mahmud Odinaev a été condamné à 14 ans de prison pour avoir été un activiste des médias sociaux et avoir critiqué la politique du gouvernement tadjik.

Le juge **Saikabir Jalilzoda** a accusé Makhmurod Odinaev d'hooliganisme et d'incitation publique à modifier par la force l'ordre constitutionnel du

sociaux et avoir critiqué la politique du gouvernement tadjik. Le juge Saikabir Jalilzoda a accusé Makhmurod Odinaev d'hooliganisme et d'incitation publique à modifier par la force l'ordre constitutionnel du Tadjikistan, mais Odinaev a rejeté le verdict. Son fils Khabibullo Rizoiev était jugé en même temps que lui.

Le tribunal a condamné Khabibullo Rizoiev à une amende de 58 000 somonis. Le père a été condamné à 14 ans d'emprisonnement, et son fils

à payer une grosse amende, ce qui prouve une fois de plus l'absence de justice au Tadjikistan.

À cette époque, lorsque le tribunal de Rudaki a annoncé le verdict au père et au fils, un autre enfant de la famille, Shaikhmusliddin Rizoiev, était en détention dans l'attente du verdict.

La pression et la persécution ont commencé lorsque le père de famille, Makhmurod Odinaev, a posté sur sa page Facebook une demande de manifestation pacifique auprès du maire de Douchanbé, président du Majlisi Milli, fils d'Emomali Rahmon.

Il n'y a pas eu de réponse de Rustam Emomali et quelques jours après la demande, Mahmud Odinaev a disparu à

Douchanbé. Il a été illégalement détenu au centre de détention provisoire du KNB (Comité de sûreté nationale). Lorsque Makhmurod Odinaev a été traduit en justice, il

Lorsque Makhmurod Odinaev a été traduit en justice, il pouvait à peine marcher, appuyé sur les épaules de deux personnes, et était dans un très mauvais état. Odinaev a déclaré aux journalistes avant l'annonce du verdict que la police l'avait torturé lors de son arrestation et l'avait blessé à la colonne vertébrale.

pouvait à peine marcher, appuyé sur les épaules de deux personnes, et était dans un très mauvais état. Odinaev a déclaré aux journalistes avant l'annonce du verdict que la police l'avait torturé lors de son arrestation et l'avait blessé à la colonne vertébrale. Son fils Khabibulla, qui était avec son père, a déclaré qu'avant son arrestation, son père était en bon état, mais qu'à présent son dos et ses jambes étaient brisés. Il n'a pas reconnu son fils Khabibulla.

Le procureur général du Tadjikistan a rejeté les accusations du père et du fils comme non fondées et a déclaré le 18 février, dans le cadre de la déclaration de l'Alliance nationale tadjike

concernant l'emprisonnement de Makhmurod Odinaev, qu'il avait enquêté sur l'affaire et trouvé le verdict justifié. Le bureau du procureur a ajouté que Makhmurod Odinaev et son fils avaient violé l'ordre public pendant 30 à 40 minutes devant le bureau d'enrôlement militaire de Gisar le 29 octobre 2021.

Il a insulté les officiers, les a menacés et a dit que son fils était emmené de force dans l'armée. Les observateurs sont sceptiques quant aux propos du procureur général. Si une personne est condamnée à 14 ans de prison pour atteinte à l'ordre public et que son enfant est condamné à une amende de 58 000 somonis, pourquoi ne pas appliquer une telle

peine aux enfants de fonctionnaires et de personnes proches de leur famille?

Les citoyens du Tadjikistan sont scandalisés par la cruauté des enfants "dorés" des fonctionnaires, alors

qu'ils sont soit emprisonnés, soit condamnés à une amende de 58 000 somonis. Il existe de nombreux exemples de la façon dont les enfants des fonctionnaires ont enfreint la loi.

Hukumov, le gendre du président, a été condamné à une amende de 120 somonis pour avoir tué et blessé plusieurs personnes dans sa voiture, tandis que Hukumov est l'un des hommes les plus riches du Tadjikistan. Autre exemple: l'un des proches du président à Jamoliddin Balkhi et un autre à Dangara ont roué de coups un policier et un autre a battu un étranger, ce qui a entraîné de graves problèmes de santé, mais n'a pas été considéré comme responsable.

Par conséquent, les parents et l'opposition affirment que les accusations portées contre Odinaev étaient délibérées. Makhmurod Odinaev a demandé au gouvernement l'autorisation d'organiser des manifestations pacifiques, pensant qu'il vivait dans une république démocratique où règne l'État de droit. Avec Odinaev emprisonné, le gouvernement a une fois de plus averti ses opposants qu'il n'aime aucun rassemblement dans le pays et qu'il ne permettra pas aux gens de faire valoir leurs droits.

Une autre accusation contre Odinaev est que le seul parti social-démocrate officiellement enregistré qui s'oppose au gouvernement et considère l'élection de Rahmon à la présidence comme illégale devrait être puni et exclu de la politique. Et pour cela, ils ont cherché le bon moment pendant plusieurs années, et puisque la plupart de leurs efforts visaient à détruire le PRIT,

c'est maintenant le moment pour le parti de le faire. C'est-ce qui s'est passé en effet. Odinaev était connu depuis de nombreuses années comme militant de la société civile qui faisait campagne contre la torture, mais il n'était pas pris au sérieux à l'époque.

Ce n'est qu'après l'annonce de la manifestation qu'ils (le régime actuel de la République du Tadjikistan) ont vu en lui un ennemi. La même chose s'est produite avec Mahmadrusi Iskandarov, Umarali Kuvvatov, Sulton Kuvvatov, Zaid Saïdov et plusieurs autres.

Lorsque le tribunal a condamné Shaikhmusliddin Rizoiev à six ans de prison, il a annoncé qu'il serait

inculpé de tentative de viol et d'hooliganisme, alors que Shaikhmusliddin était la victime. Il a été agressé près du restaurant Gisar, et il est donc allé au tribunal, qui a modifié l'affaire et l'a inculpé en vertu des articles 237, partie 2 (hooliganisme) et 32-138 (tentative de viol).

Des proches ont déclaré après l'annonce du verdict que Sheikhmusliddin avait été victime des activités politiques de son père. Bien que le verdict ait été prononcé le 26 février, les responsables l'ont confirmé uniquement dans une interview accordée à Radio Liberty le 1er mars. La mère de Shaikhmusliddin, Mehrinigor Rizoieva, a rapporté à Radio Liberty le 1er mars

qu'ils n'avaient même pas été autorisés à entrer dans la salle d'audience et que son fils avait été victime de tortures cruelles.

Ce cas a été rapporté dans les médias en octobre 2020. Mon père était libre à l'époque. Son fils était

chauffeur de taxi et a été battu devant un restaurant à Hisar. La mère a déclaré que son fils figurait initialement sur la liste des victimes, mais après la disparition de son père, il a été arrêté et inculpé.

Les poursuites engagées de manière précipitée contre une famille qui n'avait commis aucun crime ont choqué la société civile au Tadjikistan et l'ont convaincue que Rahmon ferait tout ce qui était en son pouvoir pour discréditer l'opposition. Même ceux qui travaillent pour ce gouvernement le savent et se détournent de la justice en disant que c'est "*une question de temps*" pour plaire à leur maître.



Avec Odinaev emprisonné, le gouvernement a une fois de plus averti ses opposants qu'il n'aime aucun rassemblement dans le pays et qu'il ne permettra pas aux gens de faire valoir leurs droits.



Harcèlement et persécution envers les familles des opposants

MUHAMMAD ODINABEK, membre de l'Alliance nationale du Tadjikistan



Le harcèlement et les pressions exercées sur les familles des militants de l'opposition et des prisonniers politiques au Tadjikistan sont un sujet de grave préoccupation. Le gouvernement poursuit en vertu de l'article 307, partie 2, toute personne qui se trouve à l'étranger et dénonce les lacunes du gouvernement actuel, et les considère comme des traîtres. C'est une revanche sur ceux qui s'opposent au gouvernement dictatorial,

corrompu et familial du Tadjikistan. De nombreux dissidents vivent désormais dans des camps de réfugiés dans des pays européens et le gouvernement n'y a pas accès. Ils ont trouvé un moyen de faire pression sur l'opposition par l'intermédiaire de proches. En particulier, ils font des listes de parents, où ils vivent et travaillent, et ainsi ils font pression sur eux; en général, cela est pratiqué et mis en œuvre depuis de nombreuses années.

Dans la culture tadjike, le respect des parents et des personnes âgées est un comportement culturel très important, et les autorités tentent de faire pression sur l'opposition par l'intermédiaire des parents pour influencer leurs enfants.

Une façon de les influencer est d'exiger que leurs enfants ne s'opposent pas à l'État et au gouvernement, ne fassent pas de manifestations et rentrent chez eux où ils seront graciés par le gouvernement. Un tel stress affecte non seulement les parents, mais aussi les enfants.

Le gouvernement poursuit en vertu de l'article 307, partie 2, toute personne qui se trouve à l'étranger et dénonce les lacunes du gouvernement actuel, et les considère comme des traîtres.

Il existe de nombreux cas de parents âgés qui tombent malades ou meurent à cause de niveaux de stress élevés. Nous avons beaucoup de faits et de preuves sur cette question, que nous pouvons renvoyer aux organisations

internationales des droits humains ou aux tribunaux internationaux. Nous allons maintenant présenter brièvement certains d'entre eux aux lecteurs. Ce résumé couvre la période de 2019 à 2021:

- 1) Le 26 novembre 2019, le père, âgé de 77 ans, du militant politique Fatkhuddin Saidmukhiddinov, Minkhoj Saidmukhiddinov, et son fils ont été emmenés de Kubodien à Douchanbé pour interrogatoire. La raison était la participation de Fathuddin à un rassemblement contre Rahmon en France;
- 2) Le 13 décembre 2019, le Comité norvégien d'Helsinki et l'Association européenne des droits de l'Homme ont appelé le gouvernement du

Tadjikistan à mettre fin aux persécutions et aux pressions sur les familles des militants politiques;

3) Le 18 décembre 2019, Nilufar Rajabova, fille du prisonnier politique Rahmatulloi Rajab, a été soumise à des pressions physiques et morales de la part des forces de l'ordre. La raison en était les activités politiques de son frère à l'étranger;

4) Le 13 janvier 2020, la mère, âgée de 63 ans, d'un membre de l'Alliance nationale du Tadjikistan, Mahmudjon Fayzrakhmonov, a subi des pressions pour contraindre ses enfants à renoncer à toute activité politique en Europe;

5) Le 2 juillet 2020, les autorités tadjikes ont forcé la fille du prisonnier politique Khikmatullo Saifullozoda Farzona à dénoncer son père à la

télévision publique. C'est du jamais vu en matière d'oppression, forcer une femme à dénoncer son père;

6) 4 juillet 2020 Gulbarg Sayfova, réfugié politique en Pologne, et la

sœur de Sayfov Hikmatullo. Son frère Sayfov Hikmatullo et ses deux fils, Jamshed Narzulloev et Rahmatulloev Makhmadali, ont été filmés de force dans le documentaire "Trahison". Sous la pression, ils se sont opposés au président de l'ANT et du PRIT Muhiddin Kabiri. Il a ajouté que son frère et ses fils étaient en danger de mort;

7) Le 5 juillet 2020, les autorités de sécurité de Dangara ont amené 13 membres de la famille Janatulla Komil vivant en Allemagne au département de sécurité et les ont gardés en garde à vue du matin au soir. Parmi les détenus se trouvaient des enfants de 2 mois et de 3 ans;

8) Le 9 juillet 2020, l'Alliance nationale du Tadjikistan a signalé des pressions sur la famille du journaliste Mirzo Salimpur et des pressions psychologiques sur le directeur du service tadjik de Radio Liberté Salimi Ayubzoda;

9) Le 28 septembre 2020, le fils de l'activiste politique Mukhammadzarif Saidov, Mukhammadjon Saidov, a déclaré dans un message vidéo que c'était à cause des activités de son père qu'il avait été placé dans une école pour enfants de familles défavorisées et n'avait même pas été autorisé à rendre visite à sa mère le week-end

10) Le 18 novembre 2020, des pressions se sont étendues à Muhammadaikbal Sadriddin et sa

menace de confisquer sa maison.

11) Le 12 mai 2021, Bakhtovar Jhumaev, un avocat russe, a déclaré aux médias que sa famille et cinq militants du Centre tadjik en Russie

étaient sous la pression des forces de sécurité russes.

12) Boboev Saidahmad Khodjaevich, Boboev Fazliddin Khodjaevich, Boboev Kutbiddin Khodjaevich et d'autres membres de sa famille et de ses proches ont été interrogés et torturés par le Comité d'État pour la sécurité nationale à Douchanbé et également dans la région de Vose, à partir de septembre 2015, pour leurs activités politiques de leur frère. À la suite de quoi Boboev Kutbuddin est décédé le 8.07.21. Boboeva Mohtisham et Nuriddinova Mamlakat sont les sœurs et la mère de Boboev Abdusattor, qui ont été convoqués à plusieurs reprises à Douchanbé et

Le 13 décembre 2019, le Comité norvégien d'Helsinki et l'Association européenne des droits de l'homme ont appelé le gouvernement du Tadjikistan à mettre fin aux persécutions et aux pressions sur les familles des militants politiques.

victimes de harcèlement et de pressions. Incapable de résister à la pression, Mamlakat Nuriddinova, 67 ans, est décédée en août 2017. Boboev a déclaré qu'Iskhak (un réfugié politique en Pologne) avait été détenu à Douchanbé pendant deux mois en

2015 et soumis à la torture physique. L'une de ces tortures a été qu'il a été électrocuté trois fois, puis il a vendu sa maison et a été libéré moyennant une caution de 30 000 \$.

13) Mavlyuda Gafurova, 65 ans, mère du militant politique Salim Sultonzoda, a été interrogée et a

fait l'objet de pressions dans le département régional de Zafarobod du ministère de l'Intérieur du Tadjikistan les 01/08/21 et 31/01/21 en relation avec le mort de son fils.

14) Absatarov Abdukakhor, frère du membre politiquement

actif du PRIT Absatarov Abdusamad, est soumis à un harcèlement psychologique mensuel et à des interrogatoires par des agents des forces de l'ordre dans la région de Pyanj depuis 2016.

Absatarov Abdukakhor, frère du membre politiquement actif du PRIT Absatarov Abdusamad, est soumis à un harcèlement psychologique mensuel et à des interrogatoires par des agents des forces de l'ordre dans la région de Pyanj depuis 2016..





Expulsion de Shovalizoda d'Autriche

MAHMUDJON FAYZRAHMAN, Département des affaires étrangères, ANT



L'expulsion de Hizbullo Shovalizoda, citoyen du Tadjikistan et militant autrichien, vers le Tadjikistan est devenue un stigmate pour la démocratie et les libertés en Europe. Malgré les sévères avertissements des organisations de défense des droits de l'Homme, il a été expulsé. Après avoir été expulsé d'Autriche vers le Tadjikistan,

Shovalizoda a été condamné à 20 ans de huis clos sur de fausses accusations, dont la haute trahison.

En termes de résultats et de conséquences, le gouvernement autrichien a été condamné par des organisations de défense des droits de l'Homme, dont le Comité civil pour le sauvetage des otages et des prisonniers politiques du Tadjikistan.

L'Autriche, l'un des pays démocratiques les plus développés d'Europe, a extradé il y a un an le militant tadjik Hizbullo Shovalizoda vers le Tadjikistan. Cependant, un tribunal autrichien a par la suite jugé que son extradition vers le Tadjikistan était illégale et que Shovalizoda avait le droit de résider dans le pays, mais il était trop

tard. A cette époque, Shovalizoda était déjà dans l'une des prisons du Tadjikistan, purgeant une peine de 20 ans.

Pourquoi l'Autriche l'a-t-elle extradé?

Hizbullo Shovalizoda, un jeune Tadjik, est né dans le district d'Abdurahmoni Jomi le 27 janvier 1991. Il demande d'asile en Autriche le 21 mars

Cependant, un tribunal autrichien a par la suite jugé que son extradition vers le Tadjikistan était illégale et que Shovalizoda avait le droit de résider dans le pays, mais il était trop tard. A cette époque, Shovalizoda était déjà dans l'une des prisons du Tadjikistan, purgeant une peine de 20 ans.

2019. Cependant, parce que le jeune homme était recherché par le gouvernement tadjik pour terrorisme, comme

d'autres militants tadjiks, sa demande d'asile a été rejetée par les autorités autrichiennes de l'immigration. Son affaire a ensuite été portée devant les tribunaux autrichiens. À l'issue de l'audience, un tribunal fédéral autrichien a décidé de l'extrader vers le Tadjikistan, suscitant de vives critiques de la part d'organisations de défense des droits humains et de militants.¹

Ceux qui connaissent l'affaire Shovalizoda disent que l'ambassade tadjike à Vienne s'est donnée beaucoup de mal pour l'extrader afin d'obtenir un avantage politique avec ses adversaires. Depuis

¹ World Report 2021: Tajikistan | Human Rights Watch ([hrw.org](https://www.hrw.org))

près de 30 ans, le gouvernement d'Emomali Rahmon a utilisé divers moyens pour rapatrier des dissidents du monde entier, en particulier des anciennes républiques soviétiques (principalement de Russie et du Kazakhstan), ainsi que de Turquie et d'autres pays européens.

Le site Web britannique Open Democracy a écrit que l'étude montrait que les allégations extrémistes contre Shovalizoda étaient politiquement motivées. L'article du site Web indique que le procureur général tadjik a publié une déclaration remerciant le gouvernement autrichien d'avoir extradé "un extrémiste".²

Le magazine londonien *The Economist* a écrit dans un article intitulé "Violence à la frontière: les régimes répressifs resserrent le contrôle sur leurs citoyens à l'étranger" que "la

Cour suprême autrichienne a annulé son extradition, mais il est actuellement jugé. Passe 20 ans en prison pour extrémisme. Les régimes autocratiques ont longtemps maintenu une liste

noire d'Interpol pour piéger leurs opposants à l'étranger."³

La réaction a suivi la décision d'extrader

Shovalizoda

Lorsqu'un tribunal autrichien s'est prononcé en faveur de son extradition vers le Tadjikistan, des organisations internationales de défense des droits humains, des militants et des groupes politiques ont vivement critiqué la décision des autorités autrichiennes, mettant en garde contre les conséquences désastreuses et les graves violations des droits humains. "C'est terrible", a écrit John Heathershaw, professeur de relations

internationales à l'Université d'Exeter en Angleterre. Shovalizoda est un militant, membre du parti et représente un groupe minoritaire (de la région de Yazgulom) qui a été pris pour cible. Les autorités



autrichiennes doivent être conscientes du risque de rapatriement et de leurs obligations en vertu du droit international.⁴

² [Europe's weak protections for refugees leave Central Asian dissidents at extreme risk | openDemocracy](#)

³ [Repressive regimes are tightening their grip on their citizens abroad | The Economist](#)

⁴ John Heathershaw on Twitter: "@mahmudjan @sebastiankurz @MFA_Austria @AmnestyAustria @OSCE @BMI_OE @steveswerdlow @freedomnoworg @EdwardLemon3

@Peter_Leonard @AtayevaNadejda @vanderbellen @Marius_Fossum @CanadaOSCE @usosce @anneschlack That's terrible. If Shovalizoda is an activist, party member or from a minority whom have been targetted, the Austrian authorities should understand the risk of refoulement and obligations under international law. Other EU states refuse to deport to Tajikistan for this reason." / Twitter

D'autres pays de l'UE hésitent à expulser le Tadjikistan pour cette raison. Deux jours avant son extradition vers le Tadjikistan, des militants tadjiks en Autriche, dont Abdusattor Boboev et Shokhnaim Karim, un parent de Shovalizoda et originaire du district de Yazgulom, ont organisé une manifestation devant le centre d'extradition de la police à Vienne.

Les militants ont appelé le gouvernement autrichien à annuler l'ordre d'extrader Shovalizoda, car il serait torturé et détenu au Tadjikistan.

Vaisiddin Odinaev, un autre militant tadjik, a déclaré à Radio Liberty que Shovalizoda avait demandé l'asile en Autriche, mais que l'Autriche le remettrait plutôt au gouvernement tadjik.

Un autre militant tadjik a tweeté une déclaration adressée au Premier ministre autrichien Sebastian Kurz et au gouvernement autrichien disant que Shovalizoda serait bientôt expulsé malgré le risque de torture et d'emprisonnement. Il a ajouté :

“Je garantis qu'en cas d'extradition, il sera certainement soumis à la torture et à une détention prolongée... C'est en effet une question humanitaire”.⁵

Vaisiddin Odinaev, un militant tadjik indépendant dont le frère Ekhson Odinaev a disparu de Moscou pour des raisons politiques il y a plusieurs années, a déclaré : *“Nous appelons les autorités autrichiennes à empêcher l'expulsion de Kh. Shovalizoda, sinon sa vie sera en grand danger.*

*Le régime Rakhmonov est cruel envers ses opposants.”*⁶

Comment Shovalizoda a-t-il été expulsé?

Quelques jours avant l'extradition de Shovalizoda, des militants tadjiks en Autriche ont engagé un avocat pour empêcher son extradition vers le Tadjikistan, mais cela a pris plus de temps. Des militants tadjiks en Autriche ont également envoyé des lettres à diverses autorités autrichiennes leur demandant de reconsidérer la décision de l'extrader, mais en vain. Deux

jours avant son expulsion, le 2 mars 2020, des



2:46 AM - Feb 27, 2020 - Twitter for Android

⁵ Mahmudjon Faizrahmonov on Twitter: "#Tajik Asyl Soon Deported from Austria Despite Torture Risks Khizbulloi Shovalizoda, a Tajik asyl, will be deported by the #Austria authorities despite the eminent risks of torture & imprisonment. Ticket already bought. @sebastiankurz @MFA_Austria @AmnestyAustria @OSCE @BMI OE <https://t.co/h19qykLUNo>" / Twitter

⁶ Vaisiddin Odinaev on Twitter: "we ask the #Austrian authorities to stop the deportation Kh.Shovalizoda, otherwise his life #will be in great danger! Rakhmonov's #regime is merciless to his opponents! @MFA_Austria @oscepolis @AUT_OSCE @Refugees @mahmudjan <https://t.co/At6DHnwrow>" / Twitter

militants tadjiks ont organisé une manifestation devant le poste de police d'expulsion à Vienne, appelant les autorités autrichiennes et la communauté internationale à l'extrader. Malgré les avertissements et mises en garde des militants des droits de l'Homme, le 4 mars 2020, Shovalizoda a été emmené par avion depuis l'aéroport international de Vienne, d'abord vers la Turquie puis vers le Tadjikistan.

Il convient de rappeler que le jour même de l'extradition de Shovalizoda, le 4 mars 2020, la Cour européenne des droits de l'Homme a envoyé

Le département d'État américain, dans son rapport annuel 2020 sur les droits de l'homme, a critiqué les procès à huis clos. Les autorités tadjikes ont refusé de commenter l'affaire car elle était confidentielle.

une réponse à la lettre sur la révision et la prévention de l'expulsion et a confirmé la décision de la Cour suprême autrichienne.

Le 5 mars 2020, au lendemain de l'expulsion de Shovalizod, le bureau du procureur général tadjik a publié une déclaration d'extradition louant sa *“coopération avec les autorités autrichiennes”*.⁷

Dans une déclaration, le procureur général du Tadjikistan a appelé les pays européens à rapatrier les opposants et, à la fin de la déclaration, *“leur a exprimé sa gratitude (aux pays de l'UE) dans la lutte contre le terrorisme international”*.

Suivant le même style d'hostilité et de chantage contre l'opposition, le bureau du procureur général l'a déclaré membre du PRIT, tandis que les responsables du PRIT ont déclaré à plusieurs reprises qu'il n'était pas membre du PRIT, mais ils ont déclaré qu'il soutenait l'opposition.⁸

Les autorités du Tadjikistan ont mis sur liste noire Shovalizoda dans la coopération anti-terroriste, publié en 2020, qui comprend Mukhiddin Kabiri et d'autres personnalités de l'opposition sous le numéro 820, *“Shovalizoda Hezbollah Abdullah, 27/01/1991”*.⁹

Cependant, en réponse aux allégations du bureau du procureur général tadjik, le PRIT a publié une déclaration indiquant que Shovalizoda n'a jamais été membre du PRIT, mais était un partisan de l'opposition. Le parti a déclaré que son expulsion était *“un acte contraire aux normes internationales et aux droits de l'Homme, car le Tadjikistan est l'un des pays où les droits de l'Homme ne sont pas respectés, le système judiciaire n'est pas indépendant, la torture est utilisée dans les prisons et fait l'objet d'enquêtes”*.¹⁰

Le procès s'est déroulé à huis clos. L'un des arguments les plus forts en faveur des accusations du gouvernement contre Shovalizoda est que sa famille n'a pas été autorisée à y assister. Si le gouvernement affirme que Shovalizoda est un terroriste et *“a l'intention de commettre des actes terroristes”*, alors pourquoi son procès s'est-il

⁷ [Изҳороти Маркази матбуоти Прокуратураи генералии Ҷумҳурии Тоҷикистон - Генеральная прокуратура Республики Таджикистан \(prokuratura.tj\)](http://www.prokuratura.tj)

⁸ [Нигарони муҳолифин аз истирдод шудани Ҳизбуллоҳ ба Душанбе \(ozodi.org\)](http://ozodi.org)

⁹ https://nbt.tj/en/financial_monitoring/perechni.php

¹⁰ [ХНИТ: эҳтимоли зиёди шиканҷаи Шовализода вучуд дорад — ПАЁМ.net \(payom.net\)](http://payom.net)

déroulé à huis clos, et non en présence de la société civile et de ses proches? Le 12 juin, trois mois après son expulsion, il a été condamné à 20 ans de prison pour de fausses accusations d'appartenance au PRIT et de “haute trahison”. Ses proches ont déclaré à Radio Liberty que les autorités les avaient appelés pour les prévenir. Les autorités ne les avaient pas informés depuis son procès que c'était illégal. Le département d'État américain, dans son rapport annuel 2020 sur les droits de l'Homme, a critiqué les procès à huis clos. Les autorités tadjikes ont refusé de commenter l'affaire car elle était confidentielle.

Au Tadjikistan, presque tous les procès politiquement motivés sont gardés secrets pour empêcher le public d'apprendre les détails des fausses accusations du gouvernement. La peine de 20 ans de Shovalizoda a suscité de vives critiques de la part du gouvernement autoritaire de Rahmon, mais les organisations internationales, les militants des droits de l'Homme et les militants politiques s'attendaient depuis longtemps à ce qu'il soit condamné et avaient toujours averti l'Autriche que si Shovalizoda était extradé, il serait torturé et arrêté. Mais le gouvernement autrichien, qui était aux mains du Parti populaire autrichien et avait une politique anti-immigration, a ignoré les avertissements.

Vives critiques de l'Autriche et des pays européens pour l'expulsion de l'opposition

Bien que quatre mois après l'expulsion de Shovalizoda et 25 jours après le verdict de Shovalizoda, le tribunal fédéral autrichien a ordonné son expulsion le 7 juillet 2020, il était

trop tard. Shovalizoda purgeait déjà sa peine au moment de la décision du tribunal autrichien. Nadezhda Atayeva, présidente de l'Association d'Asie centrale pour les droits de l'Homme, a déclaré à RFE/RL: “*Les avocats autrichiens ont fourni des informations détaillées sur l'affaire Hizbullo*”.¹¹ Il s'avère que les autorités judiciaires autrichiennes l'ont traité injustement dans l'instruction de son affaire. Nous avons également constaté une attitude froide de la part des responsables de l'immigration du pays.

En Autriche même, le gouvernement a été critiqué. Le 17 juillet 2020, l'influent journal autrichien Der Standard a publié un rapport

En Autriche même, le gouvernement a été critiqué. Le 17 juillet 2020, l'influent journal autrichien Der Standard a publié un rapport analytique sur l'affaire Shovalizoda sous le titre “L'Autriche doit renvoyer le Tadjik extradé” et a vivement critiqué le gouvernement.

analytique sur l'affaire Shovalizoda sous le titre “*L'Autriche doit renvoyer le Tadjik extradé*” et a vivement critiqué le gouvernement. L'article poursuit en disant: “*Ce Tadjik a dit qu'il a été persécuté et persécuté dans sa patrie parce qu'il était un Yazgulomi. Il est également accusé (par le gouvernement) d'appartenir au Parti de la Renaissance islamique du Tadjikistan. Le parti, qui a été interdit par le président autoritaire Emomali Rahmon, est basé sur les données de groupes de défense des droits humains tels que Human Rights Watch. Selon les données, le*

¹¹ Анҷумани ҳуқуқи инсон дар Осиёи Марказӣ ба Ҳимоят аз Шовализода бархостааст (ozodi.org)

président Rahmon a presque tout le pouvoir et contrôle les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire”, indique l'article. En matière de lutte contre le terrorisme, le système juridique du Tadjikistan ne fait pas de distinction entre l'extrémisme non violent et l'extrémisme violent. Ces crimes odieux sont également utilisés pour réprimer l'opposition.¹²



“Tant que je vivrai, je me battraï pour les droits de mon père!”

Les autorités tadjikes ont ouvert une enquête pénale pour suspicion d'extrémisme contre Nilufar Radjabova. Nilufar, avec ses deux enfants handicapés, a fait face à des menaces et à l'injustice parce qu'elle est la fille d'un prisonnier politique et la sœur d'un migrant politique. Nilufar porte un hijab, ce qui est mal vu par les autorités tadjikes. Actuellement, elle se trouve dans l'un des pays européens et nous estimons qu'il est nécessaire de raconter son histoire, ce qui lui est arrivé au Tadjikistan.

- Nilufar, maintenant tu es en Europe, mais un dossier d'extrémisme a été ouvert contre toi au Tadjikistan, ne leur suffit-il pas ce qu'ils t'ont fait chez eux?

- Les autorités tadjikes ont porté plainte contre moi pour avoir prétendument rejoint l'opposition en Europe. J'ai été accusé d'avoir rejoint les chaînes Azdo TV et Payom.net. Ces sites sont considérés comme oppositionnels. Le Comité d'État pour la sécurité nationale du Tadjikistan a engagé une procédure pénale contre moi (c'est le Comité pour la sécurité nationale qui ne lui a pas

Tadjikistan, emmener ses enfants se faire soigner.)

- Avez-vous été informé de l'interdiction de voyager à l'étranger?

- Oui. C'était en 2016. Après l'arrestation du père, toute la famille a été bannie. Le frère et la sœur ont demandé à plusieurs reprises aux autorités d'être autorisés à aller travailler en Russie. Nous avions une situation économique très difficile. La famille avait besoin d'argent. Mais nous n'étions pas autorisés. Nous ne pouvions pas trouver d'emploi ou quitter le pays. Après l'arrestation de



Après l'arrestation de son père, c'était comme si toute la famille était en prison. Nous étions prisonniers du régime Rahmon.

permis, à elle et à ses enfants, de quitter le pays depuis plusieurs années). Ils ont interdit.

(Deux des enfants de Nilufar ont une forme grave de handicap - la maladie de Lobshtein. Les soi-disant os de cristal. En raison de l'interdiction, elle ne pouvait pas voyager en dehors du

son père, c'était comme si toute la famille était en prison. Nous étions prisonniers du régime Rahmon.

Les gens craignaient de communiquer avec nous. Ils ont confisqué les passeports de mes enfants handicapés. C'était un an après l'emprisonnement

de mon père. Ils répétaient à chaque fois que nous quittions le pays. Si nous avions abandonné notre père et quitté le pays, nous l'aurions fait plus tôt, mais nous ne voulions pas quitter notre père.



J'ai compris une chose simple - personne ne nous entend, j'ai été blessé pour ma fille, je n'ai même pas vu dans leurs yeux un sentiment de compassion pour elle. D'accord, les adultes n'ont pas eu la permission, mais elle n'avait que 1,5 ans. La santé des enfants se détériorait de jour en jour. J'ai demandé plusieurs fois aux autorités l'autorisation d'emmener des enfants se faire soigner. En réponse, j'ai toujours entendu dire que vous mentiez, vos enfants ne sont pas malades. Une fois, ils ont appelé de l'école maternelle de mes enfants et d'une voix anxieuse m'ont demandé de venir à l'école le plus tôt possible. Quelque chose est arrivé à votre fils, il est dans un mauvais état.

Je ne sais pas comment je suis arrivé à l'école. La chemise blanche de mon fils était rouge de sang. Du sang jaillissait de son nez. Il était impossible d'hésiter, j'ai rapidement attrapé mon fils et j'ai couru vers le Comité de sécurité nationale. Les couloirs me regardaient avec de la peur dans les yeux, ils pensaient que l'enfant était mort. Quand elle est arrivée au bâtiment du comité, elle s'est

mise à crier de toutes ses forces, c'était le cri d'une mère qui pleure à cause d'un enfant blessé ou mort. C'est difficile à retenir, je me tenais debout, respirant fortement, j'ai instantanément ressenti la compassion des passants. Curieusement, les membres du comité observaient calmement depuis les fenêtres de leurs bureaux. Ils manquaient de compassion humaine.

Je n'avais pas assez d'argent pour garder mes enfants sous surveillance médicale constante. J'ai travaillé, travaillé dur jour et nuit, j'ai essayé de gagner de l'argent pour le traitement. Les enfants ont besoin de plus de 800 à 1000 somonis pour le traitement par mois. Et leurs pensions d'invalidité sont de 540 somonis pour deux. Parfois, elle ne pouvait même pas l'obtenir. Les allocations familiales ont été supprimées car je suis la fille d'un condamné et mon frère est sur la liste des personnes recherchées. C'est dur de vivre comme ça. Et donc je suis encore allé à l'hôpital avec mon fils pour soulager un peu la douleur de mon enfant. Les enfants ont passé beaucoup de temps à l'hôpital. Le fils guérit, la fille tombe malade. La fille se remet, encore une fois avec son fils, il faut aller à la clinique.

La surveillance constante a eu un effet négatif sur mon état mental. Les médecins ont dit qu'à cause de moi, ils subissaient également des pressions. Ils devaient confirmer par écrit que mes enfants étaient bien malades.

Dans chaque hôpital où nous avons été hospitalisés, des agents en civil étaient de service. Je ne pense pas que même le criminel le plus dangereux soit poursuivi comme ça. La surveillance constante a eu un effet négatif sur mon état mental. Les médecins ont dit qu'à cause

de moi, ils subissaient également des pressions. Ils devaient confirmer par écrit que mes enfants étaient bien malades.

- Comment avez-vous réussi à aller avec votre enfant en Inde pour un traitement sous de nombreuses pressions psychologiques et persécutions?

- Pendant trois mois, je suis allé dans différentes autorités, chaque jour je suis allé au ministère des Affaires étrangères et au Comité d'État pour la sécurité nationale.

Comme un ballon de football, ils m'ont jeté d'un bureau à l'autre. Le Comité de sécurité nationale a dit "qui suis-je pour lever mon interdiction"?

Plusieurs fois, je suis allé au bureau des passeports près de chez nous. Je les ai suppliés de me rendre mon passeport. Le monde n'est pas dépourvu de bonnes personnes, parmi

lesquelles se trouvaient ceux qui voulaient vraiment aider mes enfants. C'est sorti de la bouche de l'un d'eux que le Comité de Sécurité Nationale l'a interdit et à cause de cela ils ne peuvent pas renoncer à mon passeport. Lorsqu'une employée du service a voulu me prendre la tête dans le couloir, des documents lui sont tombés des mains. Quand j'ai soulevé l'un d'eux, j'ai vu qu'une interdiction avait bien été mise sur moi et les

enfants. Trois sceaux étaient visibles: vert, bleu et rouge.

En un mot, après des persécutions répétées et ma persévérance, j'ai réussi à aller voir le président du comité, Yatimov. J'ai dit que si vous ne levez pas l'interdiction, alors je transmettrai la vérité au monde entier à travers les médias, je vous dirai ce que vous pensez de nous, comment vous avez déclaré la guerre à un enfant malade et sans défense. D'accord, punis-moi, mais pourquoi es-tu

si cruel avec les enfants? De quoi sont-ils coupables? Oui, vous me considérez comme la fille d'un ennemi du peuple, mais les enfants... au moins ayez pitié d'eux. Enfin j'ai eu l'autorisation.

Rencontre avec un agent de sécurité près de Sadbarg. Il m'a rendu les documents et m'a dit en même temps: tu iras te faire soigner avec ton fils, ta



fille restera ici.

Finalement, nous sommes allés en Inde sous bonne garde. Mon fils a subi deux ou trois chirurgies majeures là-bas. Et dans cet hôpital, nous étions surveillés, suivions chacun de mes pas. Les médecins indiens étaient très sympathiques avec nous. Ils ont dit que bien que nous ne soyons pas vos compatriotes, nous vous comprenons, nous savons dans quelle position vous êtes maintenant. Nous sommes désolés pour

votre enfant. C'est très cruel et inhumain. Le traitement était terminé, nous avons dû rentrer chez nous. Mais encore une fois, il y avait des problèmes avec le vol. Nous avons raté notre vol. A l'aéroport, ils m'ont dit que je prenais un vol séparé, mon fils volait sur un autre vol. Mon fils était hystérique et je ne savais pas quoi faire. Il a des os si fragiles et je craignais de l'envoyer seul. En conséquence, nous n'avons pas pu prendre ce vol. La fille de sécurité qui nous accompagnait a également rendu son billet. Je n'avais même pas de poussette pour porter un enfant handicapé, et du fait que j'ai tenu l'enfant dans mes bras pendant plusieurs heures, à cause de l'effort physique, j'ai développé une hernie.

- Le père de vos enfants ne vous a pas aidé?

- Que dire, quand ce drame nous est arrivé, il s'est détourné de

nous. J'ai trois enfants. Dieu merci, mon aîné est en bonne santé. Au lieu d'aider ses enfants, leur père nous a mis la pression. Je ne sais pas, peut-être que les autorités l'ont interrogé à ce sujet. Quand je l'ai poursuivi, le tribunal a tranché en sa faveur.

- D'autres membres de votre famille étaient-ils sous surveillance?

– Oui, deux caméras de surveillance ont été installées dans la rue sous notre maison. On demandait à tous ceux qui venaient chez nous qui

ils étaient et pourquoi ils étaient venus. Mes enfants sont inscrits dans un sanatorium pour enfants handicapés à Varzob. Notre tour est une fois par an. Quand ma mère et moi avons emmené nos enfants là-bas, même là-bas, nous nous sommes sentis surveillés. Avez-vous entendu parler du groupe "Avangarde"? Alors, quand ils ont jeté des œufs et des pommes sur les murs et les portes de notre maison, nous nous sommes tournés vers le Comité de la sécurité nationale et le ministère de l'Intérieur. Mais ils n'ont rien fait.

Le lendemain de l'incident, ma mère et moi voyagions dans un minibus. Il y a eu une sorte d'émission à la radio avec la participation du ministre de l'Intérieur, Ramazon Rakhimzoda. Le correspondant lui a posé des questions sur l'incident près de notre maison, il a répondu qu'il en avait



Chaque fois que nous rendions visite à mon père, nous voyions des signes de torture sur son visage. Père nous a caché ce fait. Une fois, lors d'un rendez-vous, j'ai accidentellement enlevé la casquette de mon père. Sa tête et l'arrière de sa tête étaient noirs et bleus à cause de la torture. Je lui ai fait soulever sa chemise. Il y avait des ecchymoses partout sur son corps, résultat des coups.

entendu parler. Lorsqu'on lui a demandé si c'était eux, le ministre a répondu que personne de cette famille ne nous avait officiellement contactés. Lorsque nous avons entendu cela, nous avons arrêté le minibus et nous sommes immédiatement allés au ministère de l'Intérieur. Là nous avons demandé pourquoi on n'avait pas accepté notre candidature alors que le ministre dit qu'aucun membre de cette famille ne nous a contactés? Nous avons été chassés de là. Trois mois plus tard, l'affaire a été classée et ils ont dit que personne

n'avait attaqué notre maison, tout en ajoutant que trois femmes avaient organisé cette manifestation, qui ont ensuite été condamnées à une amende de 200 somonis.

- Parlez-nous un peu de votre père. Comment est son état?

- Chaque fois que nous rendions visite à mon père, nous voyions des signes de torture sur son visage. Père nous a caché ce fait. Une fois, lors d'un rendez-vous, j'ai accidentellement enlevé la casquette de mon père. Sa tête et l'arrière de sa tête étaient noirs et bleus à cause de la torture. Je lui ai fait soulever sa chemise. Il y avait des ecchymoses partout sur son corps, résultat des coups. Je n'ai pas pu me retenir, je me suis levé en colère et je suis allé à Mukhtodzhoda. J'ai demandé: pourquoi torturez-vous mon père? Pourquoi mon père a-t-il été placé au PKT? je vais me plaindre. Contactez les organismes concernés. Mukhtojzoda a dit, moqueur, "PKT est un endroit formidable", où les prisonniers reçoivent des ananas et des bananes. Deux femmes se tenaient là, apparemment leurs proches étaient également dans le PKT. Ils ne pensaient pas que Mukhtodzhoda se moquait de nous. Ils étaient très heureux de ses paroles et l'ont remercié et sont partis. J'ai insisté pour rencontrer mon père et je suis allé à Umarov. Je lui ai demandé de sortir mon père du "cachot", mais il s'est aussi moqué. Il a dit, tu vois, pour vous briser, c'est facile comme tout. Mon père a été menacé que quinze personnes soient placées en PKT, deux d'entre elles ont déjà cédé, maintenant c'est à ton tour.

- Avez-vous rencontré votre père, et a-t-il confirmé que des prisonniers sont torturés?

- Oui, mon père m'a rappelé une telle histoire, Abdukahar Davlat a été emmené dans une nouvelle prison. Un jour on m'a dit qu'il voulait me voir et attendait devant la porte. J'ai voulu faire un pas vers la porte, mais à ce moment la porte s'est ouverte et les gardes l'ont traîné à l'intérieur. Ils ont dit: vous avez violé les règles de l'horaire. Pour cette raison, nous ne vous punissons pas seulement, mais aussi Abdukadri Davlat.

Ils ont menacé ma mère, si elle parlait à nouveau à la presse, qu'elle ne s'en prenne qu'à elle-même. Lorsque sept membres de notre famille et Zubaydullo Rozik sont allés s'informer de l'état de leurs proches en prison, nous avons été menacés disant que nous allions manifester. Maintenant que je suis là, ils menacent ma mère lui disent de penser à ses filles.

- Une affaire pénale a été ouverte contre vous, que ferez-vous?

- Je vis hors du Tadjikistan depuis trois mois. J'ai dû fuir mon pays d'origine. Maintenant, mes enfants sont sous la surveillance de médecins. Mais je suis très inquiète pour l'état de mon père. Et tant que je vivrai, je défendrai les droits de mon père, les droits des autres prisonniers. Tous les droits sont liés, ils ont tous la même importance et nulle part il n'est écrit qu'il est interdit de protéger les droits du père. Quelle loi dit cela? Une procédure pénale a été engagée contre moi en vertu de l'article 2/307. Un article qui a été présenté à la plupart des Tadjiks qui ont fui vers l'Europe et d'autres pays. Mais je ne me considère pas coupable et j'essaie de dire au monde ce qui se passe dans les prisons du Tadjikistan.



Mirzokul Khojimatov a été condamné à cinq ans de prison sur de fausses accusations

MAHMUDJON FAYZRAHMAN, Département des affaires étrangères, ANT



Le médecin tadjik Mirzokul Khojimatov, connu sous le nom de Mirzo Khojimuhammad, a été condamné à cinq ans de prison sur de fausses accusations pour avoir publié sur Facebook des informations sur la situation de la pandémie au Tadjikistan. Lui, un citoyen russe vivant et travaillant comme médecin dans la région de Tumen en Russie, a été arrêté le 22 mai 2021 dans sa région natale d'Asht (Tadjikistan) et huit jours plus tard. Le 1er juin 2021, pour appartenance à une organisation extrémiste (article 307, annexe 3 du code pénal), c'est-à-dire appartenance au PRIT, a été condamné à 5 ans de prison. Et cela malgré le fait que le PRIT affirme qu'il a quitté le parti en 2015 et n'a rien à voir avec le parti.

La plupart des médias et des analystes ont lié l'arrestation et l'emprisonnement de Mirzo Khojimuhammad à ses activités sur Facebook, mais un examen plus approfondi révèle qu'il a été emprisonné pour avoir dénoncé les politiques erronées du gouvernement tadjik concernant la pandémie de coronavirus. Alors que le gouvernement poursuivait une politique de secret concernant le coronavirus, le Dr Mirzo Khojimuhammad était l'un des rares médecins tadjiks à dénoncer les politiques erronées du

gouvernement sur les réseaux sociaux. Ses actions et ses révélations alors qu'il vivait et travaillait dans la région de Tumen en Russie ont provoqué la colère du gouvernement tadjik, ce qui a finalement conduit à son emprisonnement.

Alors que le gouvernement tadjik a catégoriquement nié la présence de cas de coronavirus au Tadjikistan à partir de février 2020, lorsque des épidémies de coronavirus ont été signalées dans presque tous les pays du monde, jusqu'en mai 2020. Mirzo Khojimuhammad s'est prononcé contre cette politique gouvernementale



secrète le 27 avril 2020.

Il a écrit un article "pays doré" dans lequel il a discuté de l'absence de covid-19 au Tadjikistan: "Une telle analyse et de tels problèmes profitent à la nation et au pays, même aux autorités." Il a écrit: "Les maladies se sont propagées, le Tadjikistan est une très petite partie du monde, nous n'avons aucun privilège."¹⁵

15

<https://www.facebook.com/100003224564482/posts/2835109326606525/?d=n>

En avril 2020, la question de l'absence de coronavirus a divisé la société tadjike en deux groupes. Les publications Facebook de Mirza Haji Muhammad, niées par le gouvernement, dans l'une desquelles il se plaint même indirectement de la pression et de l'hostilité des faux du gouvernement: *“Les médias accusent les journalistes et les militants des réseaux sociaux de trahison, de panique et d'incitation, lui, en tant que médecin, a été attaqué par des faux proches du gouvernement pour ses révélations.”*¹⁶

La création du groupe Facebook a reçu beaucoup d'attention de la part du gouvernement. Le 7 mai 2020, il a fondé le groupe *“Recommandations du docteur Mirza Haji Mohammed”*, et au fil du temps, plus de 4 000 personnes ont rejoint le groupe. Ses actions ont attiré l'attention du gouvernement.¹⁷

Alors que les autorités tadjikes insistent depuis janvier 2021 sur le fait que le pays est indemne de coronavirus, des publications de Mirzo Khoja Muhammad en janvier 2021 montrent qu'il n'est pas d'accord avec la politique et l'insistance du gouvernement. Dans un billet du même groupe, il s'est interrogé sur *“la chute soudaine du nombre*

de personnes souffrant du COVID-19”. Le 28 janvier 2021, Mirzo Khajimuhammad a publié un article dans l'agence de presse *AsiaPlus* dans son billet intitulé *“Étude: augmentation de la mortalité en 2020. Pourquoi 4 000 citoyens du Tadjikistan sont-ils morts?”* écrivant:¹⁸ *“L'analyse des statistiques de mortalité en République du Tadjikistan présentée par Asia-Plus est vraiment intéressante. Sous le même poste, il a qualifié “les statistiques officielles des infections et des décès de coronavirus” de conclusion superficielle et superficielle”*.

Le 28 janvier 2021, Mirzo Khajimuhammad a publié un article dans l'agence de presse AsiaPlus dans son billet intitulé *“Recherche: augmentation de la mortalité en 2020. Pourquoi 4 000 citoyens du Tadjikistan sont-ils morts?”* écrivant: *“L'analyse des statistiques de mortalité en République du Tadjikistan présentée par Asia-Plus est vraiment intéressante.*

Mirzo Khojhimuhammad, selon ses proches, a quitté la Russie pour le Tadjikistan le 4 février 2021 pour rendre visite à sa mère malade. Bien qu'il ait un billet de retour vers la Russie pour le 19 février, les autorités tadjikes ne lui ont pas permis de quitter le pays et l'ont informé qu'un dossier avait

été ouvert contre lui.

Après être parti pour le Tadjikistan pour la première fois le 29 avril, il a écrit un message louant la politique du gouvernement et faisant l'éloge de la paix et du progrès, affirmant qu'il avait été écrit sur le téléphone de quelqu'un d'autre. Dans ce post, il a écrit: *“Dieu merci, j'ai*

16

<https://www.facebook.com/100003224564482/posts/2839355986181859>

17

<https://www.facebook.com/groups/107846656251444>

4

18

<https://www.facebook.com/groups/1078466562514444/permalink/1283210008706764/>

vu ma patrie paisible et prospère, et je n'ai vu aucun signe de maladie."¹⁹ Il convient de noter que le gouvernement a insisté de janvier 2021 à juin 2021 sur le fait qu'aucun cas d'infection à coronavirus n'avait été enregistré et que le pays était indemne de coronavirus. Les affirmations, qui ont été remises en question par des experts et des organisations internationales, ainsi que par des médecins, ont confirmé les affirmations du gouvernement.

Si l'on examine les écrits de Mirzo Khojhimuhammad, toute personne sensée comprendra que le ton de son travail après son retour au Tadjikistan en février 2021 est très différent de ses messages précédents, qui contenaient plus de propagande. Par exemple, le 7 mai 2021, il a écrit dans un autre billet: *"Dieu merci, ce fléau a quitté notre pays, a été vaincu, détruit. Sous le même*



post, un internaute lui a demandé: "Pourquoi le COVID n'a-t-il pas disparu dans le monde et est-il en augmentation, mais dans notre pays il a disparu et 13 000 personnes en sont infectées?" Il a répondu: "Tout d'abord, grâce au travail héroïque du personnel médical et aux mesures réussies des organes de l'État, ce résultat est devenu accessible à notre peuple."

Certains proches et amis de Mirzo Khojhimuhammad pensent qu'après son retour en

février 2021 jusqu'à son arrestation en mai 2021, il était sous surveillance stricte et qu'il n'était plus autorisé à quitter le Tadjikistan. Malheureusement, il n'y a pas suffisamment d'informations sur la façon dont les autorités l'ont traité depuis le jour où il a été renvoyé au Tadjikistan le 4 février 2021, jusqu'à son arrestation le 22 juin, qui a duré plus de trois mois.²⁰ Après son retour, une enquête sur son cas a été ouverte au Tadjikistan. Mirza Khojhimuhammad est retourné au Tadjikistan pour rendre visite à sa mère âgée et à ses proches. Beaucoup se demandent pourquoi il a pris un tel risque, malgré la possibilité d'une arrestation pour ses activités politiques et Facebook? Plusieurs

facteurs l'ont convaincu qu'il ne serait pas détenu s'il retournait chez lui.

Il considérait la promesse d'amnistie du gouvernement comme l'un de ces facteurs.

Bien que, selon son fils, il ait été expulsé du PRIT en 2015 et ait travaillé comme médecin. En 2019, il a écrit qu'il n'avait aucune affiliation politique, il a été arrêté et accusé d'appartenance au PRIT, il a été envoyé en prison. Les militants tadjiks et les personnalités de l'opposition ont déclaré à plusieurs reprises que les gens ne devraient pas croire les promesses d'amnistie des autorités tadjikes et s'abstenir de retourner dans leur pays d'origine au moindre risque. Mais certains croient

¹⁹

<https://www.facebook.com/groups/1078466562514444/permalink/1343364152691349>

²⁰ <https://www.ozodi.org/a/31286162.html>

à ces fausses promesses des autorités et du coup payent cet optimisme.

Farhod Khodjimatomov, le fils de Mirzokul Khodjimatomov, a déclaré au service tadjik de RFE/RL que son père n'avait eu aucun problème avec les autorités depuis 2015. *“Il y a plusieurs années, ils ont accepté une amnistie. Ils sont partis au moment de la mort de leur frère l'année dernière. Ce n'était pas un problème.”*²¹

Un autre facteur peut être qu'il était citoyen russe et travaillait dans un hôpital russe. De plus, sa vie avait atteint le point où il voulait rendre visite à sa mère âgée et malade. Plusieurs militants tadjiks de nationalité russe, dont Izzat Amon et Karomat Sharipov, ont été renvoyés de force au Tadjikistan. Le PRIT a publié une déclaration après l'arrestation de Mirza Khajimuhammad appelant tous les anciens membres,

partisans et opposants en général à l'étranger *“à ne pas croire les promesses des autorités et à ne pas se rendre dans le pays.”*²²

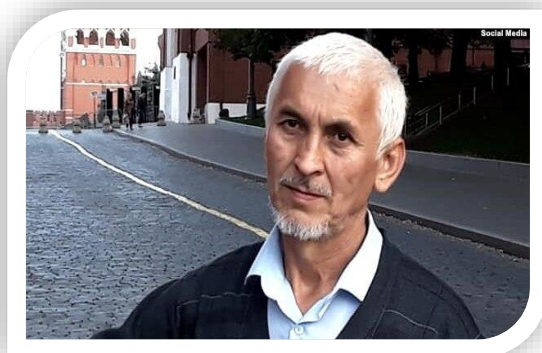
Comme indiqué précédemment, ses publications Facebook sur le coronavirus et la création du groupe Facebook *“Recommandations du docteur Mirzo Khoja Muhammad”*, qui n'étaient pas d'accord avec certaines politiques gouvernementales, ont attiré l'attention des services de renseignement tadjiks. De plus, peut-

être parce qu'il vivait et travaillait en Russie en tant que médecin et avait la nationalité russe, il pensait qu'écrire sur Facebook ne serait pas un casse-tête pour lui au Tadjikistan, même avant le coronavirus. Selon ses proches, le principal argument contre lui était *“l'un de ses messages sur Facebook”*, mais on ne sait pas lequel. Sa phrase est également indisponible.²³

Un autre facteur important de son emprisonnement était son passé au PRIT.

Mirza Haji Mohammed a 63 ans, jusqu'à 2015, il a été vice-président du PRIT dans la région de Sughd et a été membre du conseil d'administration du PRIT. Il pensait qu'après cinq ans de fermeture

du PRIT et d'abandon de l'activité politique, le gouvernement ne se vengerait pas de lui. S'il n'avait pas travaillé à l'aéroport, il n'aurait probablement pas été condamné à cinq ans



de prison. Le gouvernement a montré à maintes reprises qu'il ne pardonne pas entièrement à ceux qui ont été autrefois actifs en politique, puis sont retournés à des activités non politiques. Le PRIT a qualifié son arrestation de *“forme de vengeance contre d'anciens membres du PRIT”*. Comme dans le cas d'autres affaires à motivation politique, le procès de M.A. Haji Muhammed a eu lieu le 1er juin 2021 au centre de détention n°2 de Khujand, apparemment sans la présence de ses proches et

²¹ <https://www.ozodi.org/a/31286162.html>

²² <https://nahzat.org/izkhoroti-sukhanghui-khnit-dar-robita-ba-bozdoshti-mirzoi-khochimukhammad>

²³ *à ne pas croire les promesses des autorités et à ne pas se rendre dans le pays*

sans les médias. Les autorités n'ont pas non plus fourni de détails supplémentaires sur l'affaire ou les accusations portées contre lui.

Enfin, à une époque où le monde souffre du COVID-19 et où les médecins sont toujours appréciés dans le monde, le gouvernement du Tadjikistan a emprisonné le docteur

Mirzo

Khojhimuhammad. L'année dernière, lorsque la

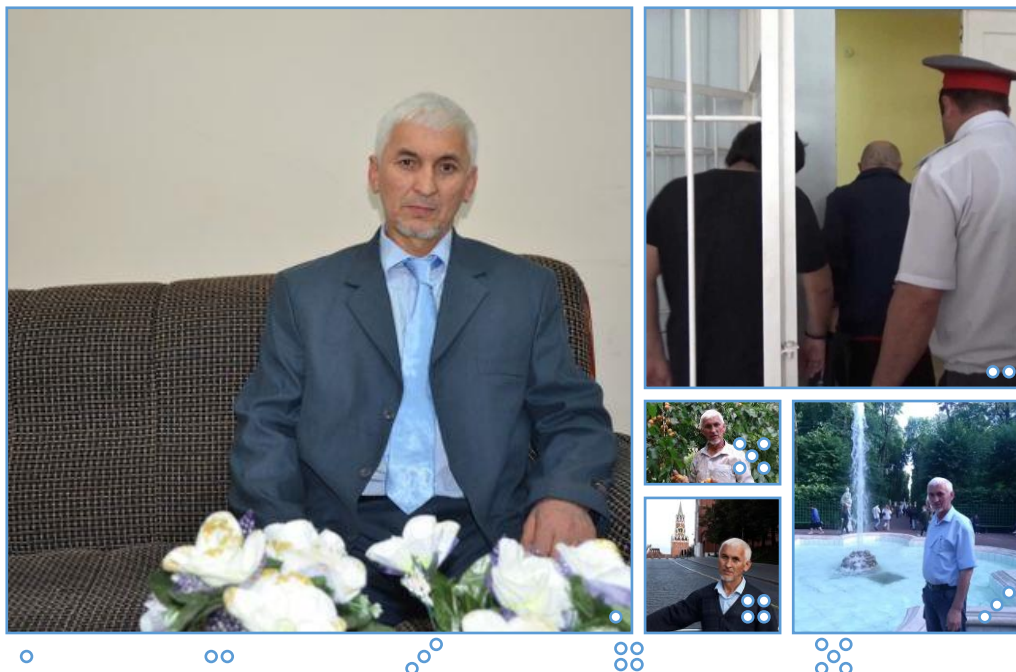
pandémie de coronavirus a commencé, ce médecin a lancé une page Facebook, publiant des informations, prodiguant des conseils et

répondant aux questions des gens 24 heures sur 24. Un examen des publications des utilisateurs

sur cette page montre que des milliers de personnes ont suivi ses conseils et reçu des réponses à leurs questions. Le sort de ce médecin tadjik, qui a une longue histoire d'activité politique, a montré une fois de plus que les autorités tadjikes ne sont pas attachées à la promesse d'amnistie des militants

politiques et ne tolèrent pas la dissidence. Être dissident au Tadjikistan n'est pas facile et a un prix élevé, comme la torture et l'emprisonnement.

Un examen des publications des utilisateurs sur cette page montre que des milliers de personnes ont suivi ses conseils et reçu des réponses à leurs questions. Le sort de ce médecin tadjik, qui a une longue histoire d'activité politique, a montré une fois de plus que les autorités tadjikes ne sont pas attachées à la promesse d'amnistie des militants politiques et ne tolèrent pas la dissidence.





Le centre tadjik de Moscou menacé par le gouvernement de Rakhmonov // Pourquoi Izzat Amon a-t-il été arrêté?

AMRULLO NIZAM, journaliste et militant politique



Le centre tadjik de Moscou a fermé, mais ses employés risquent d'être arrêtés et extradés vers le Tadjikistan. Après l'arrestation et l'extradition du directeur du centre, Izzat Amon, vers le Tadjikistan, son personnel et ses familles au Tadjikistan ont fait l'objet de pressions et de harcèlement. Le centre a été créé par un groupe d'avocats tadjiks et de militants des droits de l'Homme. Après que son chef Izzat Amon ait été condamné à neuf ans de prison. Izzat Amon est un défenseur bien connu des droits des migrants.



Ses activités sont comme des épines aux yeux du régime Rakhmonov. Ce centre a aidé à résoudre les problèmes des migrants, mais malheureusement, il avait aussi ses propres problèmes et restait impuissant, et ils attendaient également une condamnation à l'extradition vers le Tadjikistan. Shukhrat Kudratov et Bakhtovar Jhumaev ont rapporté sur leurs pages Facebook que la pression s'était accrue sur eux et qu'ils pourraient être extradés vers leur pays d'origine.

Il y a un an, des agents des forces de l'ordre sont entrés dans le bureau central de Volgogradsky Prospekt 28 pour une perquisition. Izzat Amon était en liberté à ce moment-là et se trouvait en Fédération de Russie. Mais ils n'ont rien trouvé. Et l'accusation selon laquelle certains intéressés

répandraient des idées religieuses sur les membres de ce centre a été démentie. Pendant ce temps, le centre a fourni non seulement une assistance juridique aux migrants, mais

également une aide financière et alimentaire lors de l'épidémie de la maladie à coronavirus. Le gouvernement tadjik, voyant une forte opposition en la personne d'Izzat Amon, a tenté de saper les activités de ce centre.

Le 4 mars 2021, le tribunal du district de Tverskoï à Moscou a reconnu le chef du Centre tadjik, Izzat Amon, coupable d'"activités illégales". Le verdict a porté sur Izzat Amon de Russie. La peine a été prononcée et exécutée le 16 mars 2021.²⁴

²⁴ ВКД гуфт, Иzzат Амон парвандаи ҷиноӣ дорад ва ҷустуҷӯ мешуд. ВИДЕО (ozodi.org)

Le 25 mars 2021, les collègues d'Izzat Amon signalent sa disparition. Le même jour, une vidéo de la précédente entrée d'Izzat Amon a été publiée sur les réseaux sociaux, affirmant qu'il était citoyen russe depuis 1996, mais il y a quelques jours (16 mars), son passeport a été invalidé.

Le 26 mars, le ministère de l'Intérieur du Tadjikistan a accusé Izzat Amon de fraude. L'accusation a été prononcée après son extradition et sa détention à Douchanbé. Les collègues d'Izzat Amon, effrayés dès les premiers jours de sa disparition à Moscou, ont déclaré qu'il avait été menacé par l'armée et les forces de l'ordre tadjikes.

Bakhtovar Dzhumeev, un collègue d'Izzat Amon et son assistant au centre, a été l'un des premiers à dire qu'il y avait un risque d'arrestation et d'extradition du personnel du centre tadjik. Plus tard, Bakhtovar Jhumaev a annoncé sur sa page

Facebook qu'il avait gagné l'affaire et qu'il ne serait plus extradé vers le Tadjikistan. Et avec optimisme, il n'est plus en danger. Il convient de noter que de nombreux Tadjiks ont gagné devant les tribunaux russes ces dernières années, mais ils ont ensuite été en quelque sorte kidnappés et se sont retrouvés au Tadjikistan. Ce facteur préoccupe actuellement profondément l'opposition, tant en Russie qu'en Europe.

Les collègues d'Izzat Amon voient la raison de son emprisonnement dans le fait que les militants des droits des migrants, tels que le personnel du

Centre tadjik, ont parfois critiqué le fait que l'ambassade et le consulat du Tadjikistan en Russie ne pouvaient en aucune façon aider les migrants.

Cette critique sévère, et dans de nombreux cas la critique des militants des droits des migrants du Centre tadjik et de leur popularité, a alarmé les autorités tadjikes. L'expérience et l'histoire de l'État d'Emomali Rahmon au cours de ses 30 années de leadership ont montré que chaque fois qu'il prenait connaissance de l'élection d'une personne particulière à sa place, il profitait de chaque occasion pour tuer ses opposants et ses

opposants politiques, les emprisonner ou les forcer à quitter leur patrie.

Les employés du Centre tadjik de Moscou, tous éduqués, sympathiques à la Patrie et défendant les droits des migrants, ont la possibilité de diriger et de gérer l'État et la crise. D'un

autre côté, certaines de leurs déclarations politiques indiquaient qu'ils pourraient être nommés à la présidence à l'avenir, et surtout Emomali Rahmon en était bien conscient et a pris des mesures.

Les employés du Centre tadjik de Moscou n'envisagent pas de quitter la Russie, mais malgré la fermeture du centre et les violations des droits des migrants, la crainte demeure qu'à tout moment ils puissent être détenus et extradés vers le Tadjikistan. Mais ils ne reviendront pas du chemin choisi.

Les employés du Centre tadjik de Moscou, tous éduqués, sympathiques à la Patrie et défendant les droits des migrants, ont la possibilité de diriger et de gérer l'État et la crise. D'un autre côté, certaines de leurs déclarations politiques indiquaient qu'ils pourraient être nommés à la présidence à l'avenir, et surtout Emomali Rahmon en était bien conscient et a pris des mesures.



Disparition de membres de l'opposition politique tadjike en Russie

SALIM SULTONZODA, membre du conseil d'administration du FLPT



En septembre 2020, Shobuddin Badalov, membre du mouvement politique du Groupe 24 résidant temporairement en Russie, a disparu et a ensuite été condamné par un tribunal du Tadjikistan à sept ans de prison. La raison de la disparition de Shobuddin Badalov est qu'il était très actif sur les réseaux sociaux et critiquait les lacunes du gouvernement tadjik.

Lors de la visite du président du Tadjikistan à Moscou à l'été 2020, Shobuddin Badalov, avec d'autres



membres du mouvement politique "Groupe 24" Rakhmatjon Mahmadjon, a organisé une manifestation sur la Place Rouge à Moscou. Selon certaines informations, avant sa disparition, il avait le statut de réfugié politique en Russie. Peu de temps après la disparition de Shobuddin Badalov, un autre membre du Groupe 24, Rakhmatjon Makhmadjonov, qui manifestait avec Badalov, a été confronté au même problème. Selon les médias, il a également été enlevé en Russie et est ensuite apparu au Tadjikistan. Le tribunal de Douchanbé à huis clos a condamné l'Homme à 20 ans de prison.

Ce n'est pas la première fois que des opposants tadjiks sont enlevés en Russie puis retrouvés au Tadjikistan. Il existe un régime sans visa entre la Russie et le Tadjikistan et de nombreuses personnes qui ont des problèmes avec le gouvernement tadjik demandent l'asile dans ce

pays, mais ces dernières années, des responsables tadjiks corrompus, ainsi que leurs homologues russes, ont kidnappé et transféré ces militants politiques, défavorable au

régime Rahmon, au Tadjikistan

Des dizaines de membres actifs et anciens de l'opposition tadjike ont déjà disparu en Russie. Par exemple: Mahmadrusi Iskandarov, ancien président du Parti démocratique du Tadjikistan; Ehson Odinaev blogueur tadjik; Maksud Ibrohimov, militant politique et leader du mouvement de jeunesse tadjik; Karomat Sharipov militant des droits de l'Homme; Naimjon Samiev, ancien membre du PRIT; Izzat Amon est un militant tadjik des droits des travailleurs, et des dizaines d'autres qui ont été poursuivis au Tadjikistan pour leurs activités politiques, puis

introduits clandestinement au Tadjikistan depuis la Russie.

Pendant la préparation de ces documents, les membres du Centre tadjik de Moscou, Bakhtovar Jhumaev et Shukhrat Kudratov, qui fournissaient une assistance juridique aux travailleurs migrants, ont reçu des menaces

d'extradition et d'enlèvement. Les appels répétés de l'opposition tadjike européenne aux autorités russes demandant de mettre fin à ces abus et violations des droits de l'Homme n'ont malheureusement pas donné de résultats positifs, mais au contraire, les autorités tadjikes ont commencé à agir avec arrogance, augmentant le nombre d'enlèvements en Russie et intimidant ainsi les travailleurs migrants.

La disparition de dissidents en Russie puis leur apparition dans les prisons tadjikes est contraire à toutes les normes internationales des droits de l'Homme. Mais comme les pays européens ferment les yeux sur les activités de Rahmon, cela devient la raison pour laquelle les personnes enlevées en Russie sont gardées à huis clos pendant

longtemps. Il existe des faits selon lesquels les militants politiques détenus ne sont pas seulement emprisonnés par les autorités tadjikes, mais sont également soumis quotidiennement à la torture et à des mauvais traitements. Certains détenus disparaissent complètement parce que leurs proches n'ont aucune information sur leur sort et qu'ils ne connaissent pas le sort de leurs proches.

La disparition de dissidents en Russie puis leur apparition dans les prisons tadjikes est contraire à toutes les normes internationales des droits de l'homme. Mais comme les pays européens ferment les yeux sur les activités de Rahmon, cela devient la raison pour laquelle les personnes enlevées en Russie sont gardées à huis clos pendant longtemps.





Arrêter des gens sur de fausses accusations: les Frères musulmans

MUHAMMADSAID RIZOI, militant politique et membre du conseil d'administration de l'ANT



Depuis plusieurs années maintenant, le gouvernement du Tadjikistan, en la personne de toute personne capable et jouissant d'une bonne réputation parmi le peuple de son ennemi, agit avec ces méthodes tchékistes très sophistiquées. Ces dernières années, plus précisément après la soi-disant "décision de justice d'interdire le PRIT", un certain nombre d'hommes politiques, de politologues, de journalistes, d'avocats, de chefs d'entreprise et de libres penseurs ont été soumis à des pressions, et certains d'entre eux ont reçu des peines de prison et certains ont été contraints de quitter leur pays d'origine pour ne pas finir en prison.

Tout le monde sait que les autorités du Tadjikistan depuis des décennies, sans aucune preuve et sur des cas inventés de toutes pièces, envoient en prison tous ceux qui s'opposent aux actions de la dictature de l'actuel président.

Depuis janvier 2020, les forces de l'ordre tadjikes ont détenu des centaines de citoyens tadjiks accusés d'être membres des Frères musulmans, dont des dizaines de professeurs d'université, dont des professeurs, des religieux, des écrivains et des

journalistes. Et cela malgré le fait que, selon les proches et les avocats représentant les détenus, la plupart des détenus ne savent pas du tout si les Frères musulmans sont un groupe, un parti ou une organisation!

En janvier, le bureau du procureur général du Tadjikistan a confirmé pour la première fois avoir arrêté 113 personnes soupçonnées d'appartenir aux Frères musulmans et ouvert des poursuites pénales à leur encontre.



Yusuf Rahmon, procureur général du Tadjikistan, a nié les arrestations de "centaines" mais a confirmé que les détenus locaux comprenaient des

responsables universitaires, de nombreux professeurs d'université et d'autres membres de l'intelligentsia. Les statistiques officielles évaluent le nombre à 314, mais les estimations de la société civile évaluent le nombre à plus de 1000.

Le 7 juillet, la Cour suprême du Tadjikistan a commencé à examiner l'affaire des Frères musulmans dans le centre de détention provisoire fermé n° 1, dans lequel 116 personnes étaient détenues - 114 citoyens du Tadjikistan et 2

citoyens égyptiens. Parmi eux se trouvaient un haut fonctionnaire du bureau du maire de la ville d'Isfara et plus de 20 professeurs d'université, plusieurs étudiants, ainsi que des enseignants de centres de langues. Des accusations ont été portées contre eux principalement en vertu de l'article 4 du Code pénal de la République du Tadjikistan, tel que l'article 179, partie 2 (aide financière aux organisations ayant des activités extrémistes).

Article 307: Incitation publique à mener des activités extrémistes et justification massive de l'extrémisme).

Article 307, partie 2, (Organisation d'un syndicat extrémiste (extrémisme)).

Article 307, partie 3 (Organisation des activités d'une organisation extrémiste).

Le 14 juillet, le bureau du procureur général tadjik a annoncé lors d'une

Le 7 juillet, la Cour suprême du Tadjikistan a commencé à examiner l'affaire des Frères musulmans dans le centre de détention provisoire fermé n° 1, dans lequel 116 personnes étaient détenues - 114 citoyens du Tadjikistan et 2 citoyens égyptiens. Parmi eux se trouvaient un haut fonctionnaire du bureau du maire de la ville d'Isfara et plus de 20 professeurs d'université, plusieurs étudiants, ainsi que des enseignants de centres de langues.

conférence de presse que l'affaire d'un grand groupe de membres des Frères musulmans avait été réglée au bureau du procureur général tadjik et transmise à la Cour suprême pour confirmation. 73 autres personnes se cachant de l'enquête ont été inscrites sur la liste des personnes recherchées.

Ces arrestations sont, d'une part, une peur répandue dans l'esprit des gens et, d'autre part, une source de revenus pour un groupe particulier proche des autorités et de la justice. La corruption dans les institutions publiques est endémique au Tadjikistan, avec des dizaines de détenus vendant leurs maisons, voitures et objets de valeur,

soudoyant des fonctionnaires et fuyant le pays pour la Russie, le Kazakhstan, la Turquie et l'Europe.

Malheureusement, les personnes qui ont fui ne veulent pas dire publiquement combien elles ont payé un pot-de-vin, à quelles autorités elles ont payé et comment elles ont quitté le Tadjikistan, car elles ont été menacées de persécution des membres de leur famille restés dans leur pays d'origine.

Et dans la plupart des cas, personne, même pas les avocats des accusés, ne sait comment se déroule le procès, puisque toutes les peines des détenus

sont exécutées à huis clos et en partie dans des territoires fermés.

Un autre point concernant l'arrestation par les autorités tadjikes et l'emprisonnement massif d'opposants politiques est qu'à ce jour, il n'existe pas de définition claire et généralement acceptée du

terrorisme à l'ONU.

Aujourd'hui, la norme généralement acceptée est que "le terrorisme est l'utilisation de la violence ou de la menace pour atteindre des objectifs politiques, religieux ou idéologiques". Le Tadjikistan renverse tous les opposants politiques, journalistes, hommes d'affaires, libres penseurs et même avocats qui veulent protéger leurs intérêts, les qualifiant de "terroristes" et les emprisonnant pendant de longues périodes et dans de nombreux cas à vie.

Les avocats tadjiks déclarent: "*L'affaire des Frères musulmans est une affaire idéologique,*

c'est-à-dire que les autorités pensent que les détenus ont des "croyances étrangères", que les accusés eux-mêmes ne comprennent pas et ne reconnaissent pas. Selon la Cour suprême: "l'organisation est interdite au Tadjikistan et, par conséquent, y participer est un crime".

Les avocats des suspects ont refusé de parler aux médias, affirmant seulement que l'affaire était considérée comme "confidentielle" et qu'ils n'avaient pas le droit de fournir des informations. Les proches de nombreux accusés ne veulent pas non plus parler, mais l'un d'eux, Nusratullo Aliyev de Bokhtar, a déclaré qu'il n'avait reçu aucune information sur les accusations de son fils. *"Je ne sais toujours pas pourquoi il a été détenu. Je lui apporte souvent de la nourriture en prison, mais je n'ai encore jamais pu le voir. Notre avocat nous parle à peine.*



L'Homme a ajouté que son fils enseignait l'anglais à l'Université islamique et avait été arrêté en février."

C'est ainsi que les autorités du régime actuel au Tadjikistan arrêtent et emprisonnent chaque année des centaines et parfois des milliers d'innocents sur de fausses accusations.

Il n'est pas réaliste de dresser une liste complète des prisonniers dans l'affaire des Frères musulmans, car, comme toujours, les autorités ont qualifié ces affaires criminelles de "top secret". Nous avons pu collecter les informations qui sont devenues disponibles grâce à la société civile et aux efforts des individus et les informations qui

sont parvenues dans les médias et ont compilé une liste partielle, qui est donnée ci-dessous:

1) Sattorov Ikromshoh, maître de conférences à l'Institut des langues, ancien chef du département de la faculté d'Eurasie, originaire de la région de Dangara.

2) Me'rodjiddin Safarov, docteur en philologie, employé de radio. Originaire de la région de Faizabad.

3) Tojiddin Yakubov, candidat en sciences philologiques, chef du département de l'Université nationale tadjike.

4) Abdulvahhob Abdumannon, doctorant de UNT (Université Nationale de Tadjikistan), ancien

maître de conférences à l'Institut islamique du nom d'Imami Azam. Originaire de la Vose.

5) Firdavs Rakhimi, chef de l'administration

d'Isfara, ancien maire du village de Shurab, ancien chef de la Jamaat Chorkuh. Originaire d'Isfara.

6) Kakhhorov Ismoil (Mulla Ismoil, gendre de la famille des théologiens célèbres Turadzhonzoda), théologien, poète, membre de l'Union des écrivains du Tadjikistan, auteur de plusieurs recueils de poésie, dont Nasimnom. Originaire de la ville de Vahdat.

7) Mulla Kurbonali, petit-fils du célèbre défunt théologien Mulla Safarali, ancien imam de la mosquée cathédrale de la ville de Bokhtar. Il a été détenu avec environ 25 étudiants.

- 8)** Amonulloh Abdurozik, responsable du centre d'apprentissage des langues "Dusti". Originaire de la région de Rudaki.
- 9)** Amriddin Asliddin, professeur. Originaire de la région de Farkhor.
- 10)** Ubaidullo, professeur. Originaire de la région de Nurabad.
- 11)** Abdugaffor, professeur d'université. Originaire de la ville d'Istaravshan.
- 12)** Akhliddin Khalimov, habitant de la rue Jalilov, Bokhtar. Neveu du défunt chef de l'opposition Said Abdullo Nuri.
- 13)** Khasanov Abdukholik, habitant de Douchanbé.
- 14)** Tagoev Komil Sidmurodovich, né en 1981, habitant de la rue Guliston de Puli Sangin Jamaat, Nurek.
- 15)** Abdulloev Muslihiddin Otamurodovich, né en 1983, originaire de Tutkavul jamaat près de la ville de Nurek.
- 16)** Kori, petit-fils d'Abdullo-Siyohak, né en 1991, originaire de Tutkavul Jamaat près de la ville de Nurek.
- 17)** Muhammadjoni Ibromkhim, chef du Centre d'expertise médicale Ruhafzo à l'hôpital Karabolo de Douchanbé.
- 18)** Alierov Muhammadyunus, maître de conférences à l'Institut des langues, arabe.
- 19)** Domullo Abdulaziz, originaire de Kolkhozobod.
- 20)** Akhliddin Salimov, originaire de Vakhsh.
- 21)** Boymuhammad, ancien imam khatib du district de Zafarabad.
- 22)** Rakhimov Marruf, ancien professeur de madrasa (école islamique). Originaire de Vakhdat.
- 23)** Faizulloev Zinnatullo, a étudié en Egypte (Al-Azhar), originaire d'Istaravshan.
- 24)** Latipov Abdusamad, a étudié en Egypte (Al-Azhar), originaire d'Istaravshan.
- 25)** Nodir, président de la Fédération de football d'Isfara.
- 26)** Khabibullo, homme d'affaires, originaire d'Isfara.
- 27)** Fathullo Latifi, enseignant, originaire du district d'Ayni.
- 28)** Khairiddin Abdullokh (Khayriddin Dostakov) prédicateur, militant des droits de l'Homme pour les migrants, originaire de Douchanbé (libéré après 1,5 ans de prison).
- 29)** Faizulloev Ruhullo, originaire de la ville d'Istaravshan.
- 30)** Khabibullo, originaire de la ville d'Istaravshan.
- 31)** Domullo Safarkhoja, ancien imam khatib du district de Vakhsh, est mort après avoir été interrogé et torturé.
- 32)** Abdukholik Khamroev, originaire du district de Kumsangir.
- 33)** Mahmudchon Latifi, professeur d'arabe, Université nationale tadjike. Ancien candidat au parlement (2010). Originaire de la ville de Vahdat.

Yusuf Rahmon, procureur général du Tadjikistan, a nié les arrestations de "centaines" mais a confirmé que les détenus locaux comprenaient des responsables universitaires, de nombreux professeurs d'université et d'autres membres de l'intelligentsia..

- 34)** Naimchon Latifi (fils de Mahmudchon Latifi), professeur d'arabe. Université nationale tadjike.
- 35)** Saifullo, originaire de la ville d'Istaravshan.
- 36)** Muchokhid Kakhorov (fils d'Ismoil Kakhorov), Vahdat.
- 37)** Kori Karimjon, originaire de Konibadam.
- 38)** Khasanov Subhiddin, membre du PRIT, ancien représentant du parti dans la région de Hissar.
- 39)** Khasanov Muhammadikbol (frère de Khasanov Subhiddin), originaire de la région de Hissar.
- 40)** Daler Sharipov, journaliste, originaire de Douchanbé. (Libéré après 1 an de prison).
- 41)** Hikmatshoh Homidien, professeur d'arabe à l'Université d'État de Khujand, candidat en sciences philologiques. Originaire du district de Maschoh.
- 42)** Turaev Ziedali, chargé de cours à l'Université d'État tadjike, Faculté des sciences politiques, originaire du district de Devashtich.
- 43)** Jabborov Khairullo Abdurazokovich. Médecin, docteur en sciences médicales, a étudié à l'Institut médical de Khartoum, au Soudan, originaire de Norak.
- 44)** Sharipov Khikmatullo, originaire de la ville de Norak.
- 45)** Sharipov Khayriddin, originaire de la ville de Norak.
- 46)** Sharipov Munis, originaire de la ville de Norak.
- 47)** Sharipov Abdukhallim, originaire de la ville de Norak.
- 48)** Idrisi Murod, a étudié au Soudan, originaire de Norak.
- 49)** Hizmati Murod, originaire de la ville de Norak.





Meurtre et enlèvement de militants politiques du Tadjikistan

Après la signature de l'accord sur l'instauration de la paix et de l'entente nationale au Tadjikistan, l'autre partie, c'est-à-dire le gouvernement dirigé par E. Rahmon, non seulement ne respecte pas les points de cet accord, mais au cours des deux dernières décennies, le gouvernement a violé à plusieurs reprises les principes de base de l'accord. La pression sur l'opposition se poursuit, les médias indépendants sont fermés et la dissidence est persécutée dans le pays et à l'étranger. De plus, après des articles pseudo-révélateurs et des rapports des autorités, il y a des meurtres de prisonniers politiques dans les prisons du Tadjikistan. Les vols d'hommes politiques, de militants des droits de l'Homme et de journalistes indépendants du pays se sont multipliés. Le gouvernement n'a encore reçu aucune évaluation morale ou juridique de toutes ces bacchanales. Cet article sur les meurtres, les enlèvements et la torture d'hommes politiques et de militants par les forces de sécurité tadjikes ces dernières années:

a) Le meurtre de deux membres du PRIT:



Empoisonnement du chef de l'Union d'Opposition Tadjike, Said Abdullah Nuri (1947-2006);
Empoisonnement du membre du parti PRIT Muhammadsharif Himmatzoda (1951-2010);

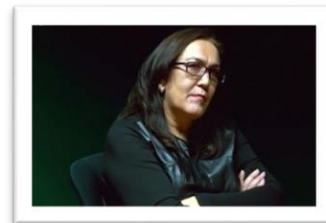
Ces meurtres ont été évoqués à maintes reprises, mais le gouvernement n'a pas encore donné de réponses satisfaisantes aux questions posées. Ce qui conduit aux conclusions correspondantes.

b) Meurtre commis de manière socialement dangereuse (empoisonnement):



Sukhrob Sharipov (1963-2015), politologue tadjik, docteur en sciences politiques; directeur du Centre d'études stratégiques;

Fayziniso Vohidova (1963-2019), avec les mêmes



traces d'empoisonnement, a été retrouvée, la raison en est la critique des autorités;

c) L'assassinat d'Umarali Kuvatov, fondateur et chef du mouvement "Groupe 24":



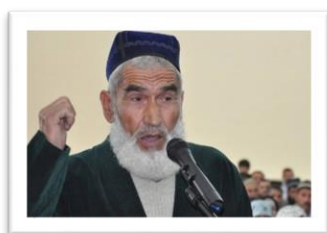
Il y a un mobile politique dans son meurtre. Par exemple, le chef du mouvement "Groupe 24" Umarali Kuvatov (1968-2015) a été averti à

plusieurs reprises et persuadé de réduire ses activités politiques. Après son refus le 15 mars 2015 dans la ville d'Istanbul, il a été empoisonné. Lui et sa famille ont été empoisonnés puis il était tué.

d) L'assassinat de prisonniers politiques, ainsi que l'enlèvement de plusieurs militants politiques:

Au cours des deux dernières décennies, de nombreux militants politiques à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont été enlevés ou tués:

- Shamsiddin Shamsidinov, vice-président du PRIT;
- Kurbon Manonov, leader du PRIT dans la ville de Nourek;

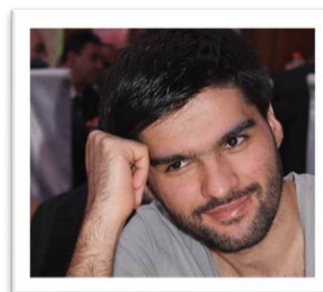


- Ismoil Tolbakov, dirigeant du Parti des communistes du Tadjikistan;
- Akbarali Satorov, président de l'Union des journalistes du Tadjikistan;
- Zainidin Rizvonov, commandant en chef adjoint des forces terrestres du ministère de la Défense de la République du Tadjikistan;
- Karomat Sharipov, militant des droits de l'Homme pour les travailleurs migrants en Russie;
- Umedjon Tochiev, militant du PRIT;
- Khamza Ikromzoda, Umar Bobojonov et des dizaines d'autres personnes.

e) Enlèvement d'Ekhson Odinaev et son sort ultérieur:

- Ekhson Odinaev, militant politique, a vécu en Russie. Le 16 juin 2015, il a quitté la maison et a disparu sans laisser de trace. Il a critiqué à

plusieurs reprises le gouvernement en place au Tadjikistan. Odinaev a disparu après des demandes répétées des autorités d'arrêter ses activités.



f) Meurtre de Sabzali Mamadrizoev:

- Lors d'une manifestation de masse dans la ville de Khorog, Sabzali était le président de la branche municipale du PRIT. Après son discours aux



manifestants, il a été brutalement tué lors d'une opération spéciale. Des images du meurtre sont encore visibles sur les réseaux sociaux.

g) L'assassinat du général Mirzo Ziyoyev, sous le pseudonyme "JAGA":



- En 2010, Mirzo Ziyoev a été tué, son meurtre n'a pas encore été résolu. Pendant l'opération spéciale, Mirzo était un intermédiaire dans les négociations avec les rebelles. Pour qu'ils s'entendent avec les autorités. Mais il a été tué sur ordre du gouvernement.

g) L'assassinat du général Abdulkhalim Nazarzoda et de ses associés:



- En 2015, Abdulkhalim Nazarzoda et certains membres de sa famille ont été tués lors d'opérations spéciales. La même année, le PRIT a été fermé. Les frères du général Nazarzoda ont été présentés aux habitants de la République du Tadjikistan par l'intermédiaire de la télévision gouvernementale. Mais ils ont également été

retrouvés morts avec leur frère le général Nazarzoda dans les gorges de Romit.

h) Enlèvement et extradition de Maksud Ibragimov, Izzat Amon, Hizbullo Shovalizoda, Abdurahim Vose et autres:

- Extradition vers le Tadjikistan par enlèvement. Des dizaines de militants civils ont été enlevés en Russie et extradés vers le Tadjikistan, où ils ont été condamnés à de longues peines de prison.

Exemples frappants: Izzat Amon, Maksud Ibragimov, Hizbullo Shovalizoda, Abdurahim Vose et d'autres. Bien que certaines de ces personnes aient la nationalité russe, leur nationalité a été révoquée avant d'être extradée vers le Tadjikistan.

Meurtre des prisonniers politiques, Karimov Sattor, Said Kiyomiddini Gozi et Saidmukhtaram Sattarov:

En mai 2019, tous ont été tués à la prison de Vahdat. À l'heure actuelle, le sort des partisans du PRIT, ainsi que de 13 membres du conseil suprême du PRIT, reste inconnu dans les prisons du Tadjikistan. Ils affrontent la mort chaque jour.





École spéciale ou prison pour enfants au Tadjikistan?

MAVJUDA SOKHIBNAZAROVA, journaliste et vice-présidente du Comité



“Papa, n'écris rien et ne dis rien, sinon ils me torturent ici, se moquent de moi et ne me laissent pas rentrer à la maison...” Cela fait partie d'une conversation téléphonique entre un adolescent de 15 ans, Muhammadjon du Tadjikistan, et son père, un migrant politique, dans l'un des pays européens, Muhammadzarif. Muhammadjon vit loin de la maison de ses parents depuis plus de 8 mois, loin des câlins chaleureux et soins de sa mère et de ses proches, et est dans une école spéciale pour enfants qui ont commis des crimes graves tels que meurtre, vol, etc.

En d'autres termes, il s'agit d'une véritable prison pour jeunes délinquants. Dans cet

article, nous voulons raconter comment Muhammadjon est arrivé ici sans commettre aucun crime. Qu'a-t-il fait de si mal qu'ils l'ont mis ici, le privant de sa liberté? Comme nous l'avons déjà dit, Muhammadjon est le fils de l'opposant tadjike Muhammadzarif Saidov. Ce garçon a étudié dans la médersa de la ville de Dhaka - la République du Bangladesh. La principale direction d'étude dans cette médersa est le Coran, et les sciences naturelles avec lui. Le passeport de Muhammadjon a expiré et il a dû retourner dans

son pays natal pour en obtenir un nouveau. A cet effet, il est arrivé dans la ville de Dubaï - Emirats Arabes Unis en mars 2019. Mais il y a été détenu par les agents de la sécurité de l'État du Tadjikistan et renvoyé dans son pays natal.

Selon la mère de Muhammadjon, dès les premiers jours du retour dans son pays natal, cet enfant de 13 ans a ressenti tous les tourments de l'enfer. Chaque jour, ils ont été convoqués au département

de la sécurité de l'État et on leur a posé diverses questions jusqu'à minuit, exigeant une réponse, faisant pression sur l'enfant pour qu'il fasse un appel vidéo. L'enfant, par peur, ne savait pas quoi faire, et

plus encore, il n'avait pas de réponse aux questions étranges des employés du corps. À la suite d'un tel traitement, la psyché de l'enfant a été perturbée et il était la plupart du temps silencieux. Lors d'une conversation avec sa mère, il s'est plaint de ne pas se souvenir de ce qu'ils voulaient de lui parce qu'il craignait un mal de tête. C'est comme ça que ça a duré pendant plusieurs mois. La mère de Muhammadjon dit qu'à cette époque, elle a essayé de faire entrer son fils à l'école, mais



partout elle a été refusée, se référant au fait que l'enfant n'avait pas de papiers.

Dans le département de district de l'éducation, on a également refusé. Les employés des autorités de la sécurité de l'État lui ont constamment dit de ne pas s'inquiéter - ils transmettraient à la présidence. Elle a attendu plus d'un an et, désespérée, a convenu avec l'enseignant et a commencé à étudier à la maison, afin que l'enfant se souvienne de sa langue maternelle et poursuive ses études sans problème.

Pourtant, le fils voulait aller à l'école comme tous

les enfants normaux.

Chaque jour, quand son frère aîné se préparait pour l'école, il pleurait qu'il voulait l'accompagner. Un jour, des employés du service de sécurité de l'État m'ont appelé et m'ont dit qu'une école avait été trouvée pour mon fils. Nous étions très contents et nous y sommes allés. Mais hélas... Le fils pleurait qu'il ne voulait

pas ne pas étudier, encore moins rester dans cette école. Et j'ai eu un choc. Et toute autre mère serait dans un tel état - c'est le désespoir. Le pire, c'est que comme si la décision avait été prise à ma demande.

La Cour suprême de la République du Tadjikistan, tribunal de district de Rudaki, en date du 16 avril 2020:

1) Vous recevez une copie de la décision du tribunal du district de Rudaki en date du 3 avril

2020. Sur recommandation de la commission locale pour la protection des droits de l'enfant du district de Rudaki, déterminer le mineur Saidov Mukhammajon Mukhammadzaripovich et l'envoyer à l'école spéciale républicaine Juge Niezzoda S.D.

2) Le mineur Saidov M.M. doit être placé dans une école spéciale à Douchanbé.

3) Nous demandons au directeur de l'école d'aider à l'exécution de la décision de justice et de fournir à l'enfant toutes les conditions du processus éducatif.

Pourtant, le fils voulait aller à l'école comme tous les enfants normaux. Chaque jour, quand son frère aîné se préparait pour l'école, il pleurait qu'il voulait l'accompagner. Un jour, des employés du service de sécurité de l'État m'ont appelé et m'ont dit qu'une école avait été trouvée pour mon fils. Nous étions très contents et nous y sommes allés. Mais hélas... Le fils pleurait qu'il ne voulait pas ne pas étudier, encore moins rester dans cette école.

Président de la Commission F. Kamolzoda. S.

Saidmurodzoda, spécialiste en chef des droits de l'enfant de l'IS du comité du district de Rudaki.

En 2015, le Parlement de la République du Tadjikistan a adopté une loi (résolution) sur la "protection des droits de l'enfant". Elle a été la première à adopter une loi

après 25 ans d'indépendance au Tadjikistan, où les enfants représentent 35 % de la population. Et pour le moment, afin de protéger en quelque sorte cette partie, il n'y a pas de loi, à l'exception du 1er juin (Journée des enfants, de l'époque de l'URSS), et un petit nombre de sociétés et d'organisations dont les activités sont basées sur des subventions étrangères.

Sur cette base, nous pouvons dire que dans notre pays, les droits des enfants sont bafoués avant

même qu'ils ne soient nés. (Il y a des cas où dans les maternités, une mère avec un nouveau-né n'est pas autorisée à rentrer chez elle tant qu'elle n'a pas payé les services de médecins). Et cela peut continuer jusqu'à la maternelle et l'école. Les enfants deviennent à chaque pas les otages de la situation, et chacun maintient "la paix et la tranquillité". En feuilletant la loi, vous pouvez vous assurer qu'en cas de coups sur des enfants, aucune sanction n'est prévue.

Profitant de cela, les "services d'application de la loi" ont appelé le garçon tous les jours, et sans la présence d'un psychologue, l'ont poussé à répéter ce qu'ils voulaient devant la caméra comme un perroquet. Cet enfant innocent, qui à son retour comptait sur la chaleur de l'étreinte de sa mère et la chaleur de sa terre natale, en peu de temps, à chaque pas, a subi des insultes, des humiliations et des tourments sans fin,



Muhammadjon est le fils de l'opposant tadjike Muhammadzarif Saidov.

simplement parce que son père l'avait envoyé dans une école religieuse. Et aussi parce que le gouvernement du Tadjikistan voit des terroristes et des extrémistes sur le visage de chacun de ces étudiants.

Un programme spécial a même été élaboré pour faire revenir ces étudiants dans leur pays d'origine. Mais en cas de retour tout le monde aura le même sort que Muhammadjon. Les enfants de l'âge de Muhammadjon profitent maintenant de leur enfance, mais le gouvernement du Tadjikistan l'a déclaré terroriste extrémiste. Si au début on l'accusait d'avoir étudié dans une médersa, on ajouta plus tard le fils d'un "ennemi du peuple".

La mère de Muhammadjon dit que lorsqu'elle a demandé pourquoi l'enfant était emmené de force, les employés du Service de sécurité de l'État et de l'UBOB lui ont dit que son père était un "ennemi du peuple" et qu'elle ne devait pas poser de questions "inutiles". Quand j'ai appelé et que j'ai voulu savoir au moins quelque chose sur mon fils, sur son bien-être, personne n'a décroché le téléphone. Dans le monde moderne, une telle attitude n'est pas autorisée même pour les criminels les plus dangereux, ce qui était autorisé au Tadjikistan par rapport à un enfant innocent, uniquement parce que son père est un partisan de l'opposition. C'est juste un enfant normal comme

tout le monde. Il veut aussi vivre une vie normale et rêver de quelque chose: étudier dans une école prestigieuse (la même religieuse), et devenir à l'avenir un bon spécialiste (ou un connaisseur du

Coran).

Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le 16 juillet de cette année, le médiateur tadjik a été interrogé sur le sort qui attend les enfants qui sont revenus de Syrie et d'autres points chauds dans le monde. A quoi il a répondu: Il y a des gens qui veulent les prendre dans la famille et les élever comme les leurs, et qu'il accueille volontiers une telle initiative de ses concitoyens. Alors pourquoi Muhammadjon ne peut-il pas vivre dans sa propre maison, avec sa mère, ses grands-parents? Cet enfant n'a commis aucun crime. Étudier dans une médersa n'est pas un crime et un fils ne devrait pas être responsable de son père, un opposant au

régime d'E. Rahmon. Étrange cependant, un crime. Vous ne pensez pas? Il est de coutume devant les tribunaux de protéger même les criminels les plus dangereux, mais personne n'a accordé ce droit à Muhammadjon Saidov et à sa mère.

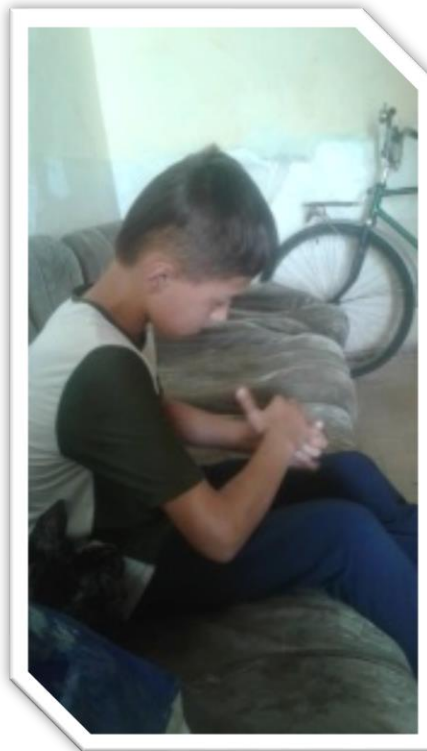
La Cour suprême a pris une décision, prononcé un verdict et l'a rendu à une mère pauvre, sans défense et seule dans ses ennuis - identifiant son fils dans une école spéciale comme un véritable criminel. Et dans la décision du tribunal, il est écrit qu'une telle décision a été prise à la demande de la mère.

Voici une partie de la décision du tribunal: *“La mère d'un enfant mineur, Mukhammajon Saidov, Saidova Dilkho Zaydulloevna, a déclaré que son mari, Saidov M., avait envoyé son fils Saidov M. M. étudier à l'étranger en mars 2019. À l'initiative des forces de l'ordre de la République du Tadjikistan, il a été renvoyé de la ville de Dubaï, aux Émirats arabes unis. La mère, c'est-à-dire elle, a demandé à la commission de l'aider à le faire entrer à l'école.”*

Ce document indique que son retour a eu lieu en 2019 et qu'il n'a fréquenté aucune école pendant cette période. Et pourquoi alors le droit d'étudier de Muhammadjon n'était-il protégé ni par la Cour suprême, ni par l'Ombudsman, ni par personne d'autre? La mère se plaint que son fils a été placé dans une école spéciale par tromperie. Avant cela,

j'ai postulé au ministère de l'Éducation. Deux mois perdus là-bas. Puis une femme juge (qui regrettait apparemment) a préparé les documents.

Les employés des autorités eux-mêmes ont reçu les documents et la signature, ont envoyé mon fils dans une école spéciale en tant que criminel. Je suis mère et je suis capable d'influencer mon enfant, de le comprendre, de le diriger dans le bon sens - et ce qui est important, à son âge, il a encore besoin de moi.



Malheureusement, j'ai été privée de cette opportunité, et bien sûr du droit. J'ai été privé de la possibilité d'élever mon fils dans la famille, de m'occuper de lui, de lui donner une bonne éducation et une éducation de qualité. Les menaces et les pressions affectent déjà sa santé et ont un impact négatif. Il semble plus petit à bien des égards. Chaque fois que mon grand-père ou moi lui rendons visite, il se pose la même question: quand va-t-il enfin sortir d'ici? Il me

supplie: - S'il te plaît, maman, emmène-moi loin d'ici. Puis un garçon dit qu'il me reste encore trois années entières. Je ne veux pas rester dans cet endroit terrible, je veux rentrer chez moi.

La pauvre mère ajoute: Quand je parlais aux professeurs, ils disaient que c'était dur pour lui, il ne communiquait avec personne. Je suis allé voir le directeur, j'ai demandé qu'on m'autorise à rentrer chez moi quelques jours, afin de pouvoir rester chez moi un moment. J'ai Reçu un refus: il

peut être libéré, mais vous devez prendre une décision de justice. Et cela est dû au fait qu'il n'avait pas été jugé auparavant. Chaque fois qu'ils me voient partir avec de belles promesses, leurs paroles sont du vent"

La vie est devenue un chemin des tourments", entre le tribunal et l'école spécialisée. Les nerfs à vif - je me sens très mal, pas de force. Mais le lendemain matin, lorsque vous vous rendez compte que votre enfant est en difficulté, le cœur de la mère ne comprend pas où et comment il puise sa force, et je quitte à nouveau la maison dans l'espoir de changer au

moins quelque chose.

J'appelle ceux qui ont mis mon enfant dans cet enfer.

Ils disent que mon fils était à l'étranger et qu'il doit donc s'y trouver. Depuis quand étudier à l'étranger est-il considéré comme un crime?

Dans ses rapports à l'ONU, le gouvernement du Tadjikistan écrit qu'il

remplit toutes les conditions du droit international, mais la réalité est complètement différente. L'État, pour vaincre l'opposition, viole non seulement les droits des enfants, mais les punit également injustement. Aucun enfant ne devrait être responsable de ses parents, et encore moins être puni. L'État devrait s'occuper des enfants, quels que soient leurs parents. Dans notre cas, malheureusement, tous les droits de Saidov

M.M. ont été violés. Il y a 23 ans, le gouvernement du Tadjikistan a signé une déclaration sur les droits de l'enfant, qui stipule que les pressions, les menaces et la violence contre les enfants sont interdites. Et quel est le résultat? Muhammadjon a été enlevé de force à sa mère, placé dans une école spéciale, n'a pas été autorisé à voir ses proches et, finalement, à vivre à la maison.

Au moins dans un autre État, étudier à l'étranger est considéré comme une initiation? Aux nombreuses questions d'une femme pauvre, sans défense et seule, la réponse est la même: ne posez pas de questions inutiles,

"votre mari est un ennemi du peuple", et ils raccrochent.

Après son retour, le fils était en excellente santé et dans un état psychologique conforme

à son âge. Au lieu de la 8e année, il a été envoyé en 4e année. La mère a déclaré devant le tribunal qu'elle avait toujours été et restait

opposée à ce que son fils soit

placé dans une école spéciale. Muhammadjon a été trompé, envoyé, à la place de l'école présidentielle promise, dans une colonie pénitentiaire pour enfants.

PS: *Que pouvons-nous dire, citoyens ordinaires, dans cette situation: "Vive notre tribunal, le tribunal le plus humain du monde" - et en plus applaudir comme les imbéciles de la célèbre comédie soviétique.*

Il y a 23 ans, le gouvernement du Tadjikistan a signé une déclaration sur les droits de l'enfant, qui stipule que les pressions, les menaces et la violence contre les enfants sont interdites. Et quel est le résultat? Muhammadjon a été enlevé de force à sa mère, placé dans une école spéciale, n'a pas été autorisé à voir ses proches et, finalement, à vivre à la maison. Au moins dans un autre État, étudier à l'étranger est considéré comme une entrée?



La justice prévaudra-t-elle ou les coupables s'en tireront-ils cette fois?

MAVJUDA SOKHIBNAZAROVA, journaliste et vice-présidente du Comité



Au Tadjikistan, quiconque parle des défauts du pouvoir, de pots-de-vin et de corruption est qualifié de traître et accusé d'extrémisme et de terrorisme. En même temps, ils utilisent les méthodes de persécution et de pression des forces de l'ordre sur les parents et les amis pour intimider les autres citoyens afin qu'ils n'aient pas non plus envie de critiquer les autorités et perdent tout intérêt à s'ingérer dans la politique. Cette méthode d'intimidation est utilisée non seulement par la

dans les documents internationaux et la Constitution comme un État de droit démocratique, les gens ne connaissent pas les valeurs démocratiques élémentaires. Ils considèrent comme criminels les citoyens qui s'opposent ouvertement à l'injustice dans le pays et au respect de leurs droits constitutionnels.

Nous avons beaucoup de preuves entre les mains sur les violations des droits des citoyens par les autorités, mais dans cet article, nous nous



Junaydullo Khudoyorov: "À l'été 2017, je suis rentré au Tadjikistan depuis la Russie. Ayant constaté des manquements et des injustices de la part des autorités locales, j'ai voulu les rendre publics afin que les autorités du pays prennent connaissance de ces violations et prennent les mesures nécessaires."

police, mais le président du pays a personnellement parlé de ce sujet plus d'une fois dans son discours. Dans l'un de ses discours, il a déclaré en clair sur un ton menaçant: "Vous êtes libres de prier et de jeûner, mais si l'un de vous s'immisce dans la politique et les affaires de l'État, il en sera tenu pour responsable".

L'emprisonnement de longue durée sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces indique qu'au Tadjikistan, dans un pays qui est mentionné

concentrerons uniquement sur l'exemple d'une famille qui a beaucoup souffert de l'arbitraire du régime. Le 15 janvier 2018, après 15 jours d'arrestation administrative, Farhod Khudoyorov, le président du SDP dans la région de Rasht, a été libéré. Après sa libération, Farhod Khudoyorov a déclaré à la Radio Liberté que sa véritable "faute" était d'avoir envoyé un texto au chef du district au sujet de certains problèmes dans la région.²⁵

²⁵ Раҳбари ХСДТ дар Рашт: "Гуноҳ"-ам навиштани

СМС буд, на дашном" (ozodi.org)

Après la libération de Farhod, son frère Djunaydullo Khudoyorov, récemment revenu de Russie, a été arrêté. Farhod a été libéré le 15 janvier et déjà le matin du 22 janvier, son frère a été arrêté par des agents du Département des affaires intérieures du district de Rasht et le même jour a été emmené au Département des affaires intérieures de Douchanbé. Il a été placé au centre de détention provisoire de la Direction des affaires intérieures, situé dans le district de Firdavsi à Douchanbé.²⁶

Un employé du Département des affaires intérieures du district de Rasht a déclaré à Radio Liberté que Junaydullo Khudoyorov a été emmené au département de police de Douchanbé ce matin, 22 janvier, et est actuellement détenu au centre de détention temporaire de la ville. Dans le cadre de la détention de Khudoyorov, une source

Concernant l'affaire de son frère, Farhod Khudoyorov a déclaré qu'au cours de la semaine écoulée, son frère avait été convoqué quatre fois au poste de police du district pour y être interrogé. Il a été interrogé sur ses publications sur Facebook et ses autres pages de médias sociaux en ligne.

a déclaré qu'il avait fait un "malentendu" et avait été emmené au département. L'officier de police du district de Rasht a refusé de commenter davantage.

Concernant l'affaire de son frère, Farhod Khudoyorov a déclaré qu'au cours de la semaine écoulée, son frère avait été convoqué quatre fois au poste de police du district pour y être interrogé. Il a été interrogé sur ses publications sur Facebook et ses autres pages de médias sociaux en ligne. Farhod Khudoyorov a noté qu'à partir des affrontements avec la police, il était clair qu'ils

voulaient accuser Junaydullo de collaborer avec les mouvements religieux Salafiya et Groupe 24, qui sont interdits au Tadjikistan.

En fait, c'est comme ça que tout s'est passé. Un citoyen qui voulait dénoncer les lacunes des autorités locales a été emmené au poste de police et a demandé: *"Sur quelle base avez-vous critiqué le chef de la mine de charbon de la région de Rasht et le chef du département de l'éducation pour son initiative de collecter noix des écoliers? Sur la base de quels faits avez-vous critiqué le service des impôts du district?"*

Si un incident similaire devait se produire à Singapour ou dans tout autre pays similaire, il serait sans doute félicité de ne pas être indifférent

aux défauts de son pays.

A notre grand regret, au Tadjikistan, une affaire pénale a été montée de toutes pièces contre Djunaydullo

Khudoyorov en guise de gratitude, l'accusant d'extrémisme. Le Département des enquêtes du ministère de l'Intérieur, dans sa décision du 30 janvier 2018, a déclaré: *"Le citoyen Junaydullo Khudoyorov, pendant son séjour en Fédération de Russie et à son retour dans son pays natal dans le village de Yashmi, région de Rasht, a appelé de jeunes locaux à rejoindre le mouvement religieux salafiya et incité à la haine religieuse"*.

Cependant, Djunaydullo Khudoyorov a déclaré qu'au début de la détention, on ne parlait pas d'extrémisme. La raison de sa détention, à en juger

²⁶ "Як бефаҳмӣ кардааст". Бародари раиси баҳши ХСДТ дар Рашт чаро боздошт шуд? (ozodi.org)

par les interrogatoires, était ses publications sur les réseaux sociaux critiquant les autorités locales.²⁷

“À l'été 2017, je suis rentré au Tadjikistan depuis la Russie. Ayant constaté des manquements et des injustices de la part des autorités locales, j'ai voulu les rendre publiques afin que les autorités du pays soient informées de ces violations et prennent les mesures nécessaires”, a-t-il déclaré aux médias.

Lui, qui voulait juste empêcher les violations de la loi par des représentants de la loi et porter à l'attention des plus hautes autorités l'injustice dans les autorités locales, a été condamné à 5 ans de prison.

Mais sa famille croyait toujours qu'il y avait une justice dans le système judiciaire du Tadjikistan. Mavjigul Garibova, la mère de

Djunaydullo

Khudoyorov, dans la matinée du 26 juin 2019, a tenté de rencontrer le président du Tadjikistan Emomali Rahmon, qui était alors en visite de travail dans la région de Rasht.

A cause de cet acte de sa part, la pauvre femme a été détenue et a passé 6 heures derrière les barreaux.

Mavjigul a déclaré que lorsqu'elle se tenait parmi les femmes, trois personnes parmi les proches associés et parents de Kanoat Loikzoda, l'ancien

chef de la région de Rasht, l'ont remarquée et l'ont détenue avec l'aide de la police. De plus, sa sœur et son gendre ont été forcés de monter dans la voiture et emmenés au poste de police. Ces mêmes personnes, pour que leur acte illégal ne soit pas révélé, se sont tenues à la porte du commissariat jusqu'à ce que le président quitte les lieux. Ce n'est qu'alors qu'ils ont été autorisés à partir.

Le 31 octobre 2018, dans un message vidéo présenté au Comité civique pour la protection des otages et prisonniers politiques au Tadjikistan, la mère de Djunaydullo Khudoyorov, s'adressant aux militants des réseaux sociaux, a déclaré: *“Djunaydullo est une personne courageuse et honnête. Il ne pouvait pas tolérer l'anarchie et*

l'injustice. Il a été condamné à 5 ans de prison uniquement parce qu'il a laissé des commentaires sur les réseaux sociaux concernant des violations de la loi

*parmi les employés des autorités locales.”*²⁸ Elle s'est également adressée au président en ces termes: “Janobi oli (votre majesté) et la cour!

Les parents et amis de Djunaydullo Khudoyorov étaient heureux qu'il soit tombé sous le coup d'une amnistie et ait été libéré de prison, ne se doutant pas que leurs ennuis ne s'arrêteraient pas là. Ceux qui ont été critiqués par Junaydullo Khudoyorov attendaient la vengeance.



²⁷ Парвандаи нав: Ҷунайдулло Худоевровро ин бор ба авбошӣ муттаҳам мекунанд | Хабарҳои Тоҷикистон ASIA-Plus (asiaplus.tj.info)

²⁸ Модари Ҷунайдулло: “Баччаи ман ягон гуноҳ кардагӣ нест!” (филм) — Зиндониён (zindoniyon.com)

Je vous demande de ne pas vous précipiter pour l'examen du cas de mon fils et de prononcer un verdict équitable. Relâchez mon fils pour qu'il puisse retourner auprès de ses enfants. Cependant, malgré les appels de la mère, la décision du tribunal est restée inchangée et le 27 octobre 2019, Junaydullo Khudoyorov, après avoir purgé 1 an et 10 mois de prison, a été libéré en vertu de la loi d'amnistie.

Farhod Khudoyorov a été le premier à annoncer la libération de Djunaydullo Khudoyorov sur sa page Facebook: *“Aujourd'hui, notre cher frère, Djunaydullo Khudoyorov, qui était en prison depuis 22 mois pour de fausses accusations, a été libéré. Félicitations pour ta libération, cher frère.*

*Je remercie tous les frères et sœurs qui ne nous ont pas quittés en ce moment difficile et se sont battus à nos côtés pour le triomphe de la justice.”*²⁹

Les parents et amis de Djunaydullo Khudoyorov étaient heureux qu'il soit tombé sous le coup d'une amnistie et ait été libéré de prison, ne se doutant pas que leurs ennuis ne s'arrêteraient pas là. Ceux qui ont été critiqués par Junaydullo Khudoyorov attendaient la vengeance. Ils ne se sont pas calmés et ont tenté de toutes leurs forces d'exercer une pression psychologique sur cette famille.

Peu de gens dans cette région ont le courage de Junaydullo Khudoyorov. Les gens tolèrent sans révolte tout arbitraire de la part des autorités.

Et voici arrivée l'heure de la vengeance brutale. Le 13 juillet 2021, le neveu de 21 ans de Djunaydullo Khudoyorov, étudiant à l'Université Rasht, Alirizo Khudoyorov, a été enterré, décédé de mort violente. Djunaydullo Khudoyorov, qui était parti en Fédération de Russie pour travailler après sa libération, est retourné d'urgence au Tadjikistan. Il a déclaré aux médias que son neveu avait été victime d'une querelle personnelle et que les personnes impliquées dans le meurtre avaient déjà témoigné contre Junaydullo devant le tribunal. Les enquêteurs du bureau du procureur général du Tadjikistan ont engagé une procédure pénale contre deux suspects du meurtre. Mais les proches de Khudoyorov ont déclaré que l'incident



était “prémédité” et “l'œuvre d'au moins cinq personnes”.

Initialement, l'affaire a fait l'objet d'une enquête par le bureau du procureur de la région de

Rasht. Cependant, après que les proches d'Alirizo Khudoyorov ont fait appel auprès de l'administration présidentielle et du Majlisi Milli, l'enquête a été transférée au bureau du procureur général. Il convient de noter que les présidents des organes de l'État ci-dessus sont les enfants du président. L'affaire faisait l'objet d'une enquête, mais l'enquête traînait en longueur et la famille Khudoyorov n'était pas satisfaite de l'évolution de l'affaire.

²⁹ В ТАДЖИКИСТАНЕ НАЧАЛИ ОСВОБОЖДАТЬ ПОЛИТИЧЕСКИХ ЗАКЛЮЧЕННЫХ (akhbor-rus.com)

Pendant ce temps, les médias rapportent l'ouverture d'une enquête pénale par le Département des affaires intérieures du district de Rasht contre Djunaydullo Khudoyorov, un activiste des réseaux sociaux, soupçonné de hooliganisme.

Cela a été rapporté à *AsiaPlus* par Khudoyorov lui-même. Il a dit qu'il était accusé d'affrontements avec les familles des suspects du meurtre de son neveu, Alirizo Khudoyorov. Ils ont déclaré que Djunaydullo Khudoyorov les avait attaqués avec une hache. Mais Khudoyorov lui-même a nié ces accusations. Il a décrit l'incident du 27 octobre

comme suit: *"Le 27 octobre, ma mère revenait de chez ma sœur. Sur le chemin du retour, Alisher Nasriddin, un membre de la famille du suspect du meurtre de mon neveu, poignarde ma mère. La colonne vertébrale de la mère a*

été endommagée. Pendant ce temps, je coupais du bois. Après avoir entendu parler de cet incident, j'ai remis la hache à mon fils et j'ai couru sur les lieux du combat et j'ai réglé le conflit sans recourir à la force." Dans le même temps, les parties au conflit ne savaient pas si Junaydullo Khudoyorov avait une hache dans les mains. "Ce jour-là, c'était l'enterrement de mon oncle, Mansur Khomidov, 73 ans. Nous étions debout près de la

mosquée du village. La mère de Djunaydullo Khudoyorova passait par là et Alisher a dit en plaisantant qu'elle était heureuse de la mort de notre oncle. En réponse, elle a dit: *"Il vaudrait mieux que celui qui a poignardé mon petit-fils meure. Sur cette base, un conflit s'est produit. Djunaydullo est arrivé en courant et a commencé à menacer, mais nous ne nous souvenons pas s'il avait ou non une hache dans les mains"*, ont déclaré les proches des suspects du meurtre d'Alirizo Khudoyorov.³⁰ Pendant ce temps, non seulement Junaydullo Khudoyorov, mais aussi sa mère de 65 ans est soupçonnée d'hooliganisme.



Elle aurait frappé une pierre sur la tête d'un des proches des suspects. Une affaire pénale a été ouverte contre Mavjigul Garibova en vertu de la partie 3 de l'article 237 du Code pénal de la République du Tadjikistan -

hooliganisme. Cependant, les proches de Mavjigul affirment que c'est elle qui a été physiquement blessée.

Ainsi, l'affaire du meurtre d'un jeune homme, Alirizo Khudoyorov, 21 ans, dans lequel les suspects détenus ont plaidé coupable, n'a que trop traîné. Et ici la question se pose: la justice prévaudra-t-elle cette fois ou les coupables s'en sortiront-ils sans encombre?

³⁰ Чунайдулло Худоев: "Мақомот ба ҷои ислоҳи камбӯдхо маро зиндонӣ карданд" ВИДЕО (ozodi.org)



Emprisonnement d'étudiants pour "trahison"

SAIDMAHMUD BURKHONOV, homme politique, expert principal en philosophie et éducation islamiques



Le gouvernement tadjik a arrêté et emprisonné un certain nombre d'étudiants tadjiks étudiant en Iran sous prétexte de "haute trahison"; ils ont été inculpés d'accusations que les étudiants nient avec véhémence, en particulier d'accusations de "trahison". Un tribunal tadjik a condamné plusieurs étudiants universitaires iraniens à la réclusion à perpétuité pour "haute trahison" (article 305 du code pénal du Tadjikistan) et violation des règles d'utilisation d'un système ou

Tadjikistan et l'Iran sont tendues depuis au moins cinq ans. Douchanbé accuse l'Iran de soutenir le Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT) et affirme que l'une des principales conditions de la normalisation des relations pourrait être la fin du soutien de la République islamique au parti d'opposition PRIT. Et cela malgré le fait que ces étudiants n'étaient pas membres de ce parti. Le rapport indique également: "*L'Iran allègue que Bobaki Zanjani, un milliardaire iranien reconnu coupable d'avoir*



d'un réseau informatique (article 304).

Cependant, la réalité est que l'emprisonnement de ces étudiants était politique, soulignent les experts. L'arrestation et la condamnation de dizaines d'étudiants tadjiks étudiant en Iran surviennent à un moment où les relations entre le

volé l'argent du pétrole, a caché plus de deux milliards d'euros de la vente de pétrole au Tadjikistan, et que Douchanbé devrait restituer cet argent sans aucune réserve ni raison."

Le procès des étudiants s'est déroulé en secret et à huis clos, sans avocat.

Bien que le nombre exact d'étudiants détenus ne soit pas connu, le Comité citoyen pour le sauvetage des otages et des prisonniers politiques a réussi à obtenir les noms de certains d'entre eux:



1) Muhammad Sohibnazar: fils de feu Saidzakariya Ibrahimi, de la région de Vose, père de 3 enfants, condamné à 6 ans de prison, son procès s'est déroulé au secret;

2) Khairullokh Sharipov: né en 1978, originaire du quartier Hamadoni, père de 3 enfants, diplômé de la faculté de droit, revenu au Tadjikistan en 2015, condamné à 12 ans de prison, son procès s'est également tenu au secret;



3) Salohuddin Nuriddinov: né en 1984, originaire de la région de Dangara, père de 3 enfants, revenu au Tadjikistan en 2017, doctorant en savoir islamique (mysticisme), condamné à 12 ans de prison, son procès s'est déroulé au secret;

4) Saidmurod Obidov, fils de Saidnuriddin, né en 1970, de la région de Kulyab, a 4 enfants, a obtenu un doctorat en coran et hadith, est retourné au Tadjikistan en 2018, condamné à 14 ans de prison, son procès s'est déroulé au secret;



5) Mustafa Amrullo: né en 1992, originaire de la région de Gissar, père de 2 enfants, diplômé en philosophie, revenu au Tadjikistan en 2016, condamné à 12 ans de prison, son procès s'est également tenu au secret;

6) Mukhiddin Karimov: a 3 enfants, a reçu le diplôme de docteur en hadith, a été condamné à 14 ans de prison, le procès s'est déroulé en secret;



7) Zafar Gafurov: de la région de Farkhor, a 4 enfants, a reçu le diplôme de Docteur du Coran, a été condamné à 14 ans de prison, son procès s'est déroulé au secret;

8) Rakhim Ibrohimov: du district de Vose, a 6 enfants, diplômé d'un grand spécialiste en philosophie islamique, condamné à 12 ans de prison, son procès s'est déroulé au secret;



9) Bahruddin Kurbon: le fils de Muhammadrajab, de la région de Dangara, a 3 enfants, a été condamné à 6 ans de prison, son procès s'est tenu au secret;

10) Ruhullokh Kalandarov - père de 4 enfants, grand spécialiste des sciences coraniques, condamné à 12 ans de prison, son procès s'est tenu au secret;



11) Abdulvohid Mirzoev: père de 2 enfants, diplômé de la faculté coranique, condamné à 12 ans de prison, son procès s'est déroulé au secret;

12) Abdurrahmon Kholisov: a 4 enfants, a une formation supérieure en philosophie islamique avec une connaissance de la langue et de la littérature persanes et un spécialiste en médecine islamique, condamné à 12 ans de prison, son procès s'est déroulé au secret;



13) Muhammad Tuychizod: condamné à 12 ans de prison, son procès s'est tenu au secret;

14) Umed Kurbonov: son procès s'est déroulé en secret;



15) Zainulobidin Shamsuddinov: condamné à 6 ans de prison, son procès s'est tenu au secret;

16) Sayyid Hasan Gazi: fils du martyr Eshoni Kiyomiddin Gazi, condamné à 11 ans de prison, son procès s'est déroulé au secret.

Son père, Eshoni Kiyomiddin Ghazi, a également été condamné à 25 ans de prison pour "haute trahison". Tué le 19 mai 2019 lors d'un soulèvement de l'Etat islamique dans la prison de Vahdat.





Aider les familles des condamnés est considéré comme un crime

SAIDISHOK BOBOEV, homme politique, spécialiste de la philosophie et de l'éducation islamiques



Rozikov Asroriddin, né le 8 août 1982, a été condamné par le régime Rakhmonov à cinq ans de prison pour collaboration avec des groupes interdits en 2020 en vertu de l'article 307 du Code pénal.

La principale raison de sa détention par le régime de Rakhmon était l'aide financière des migrants et des sympathisants aux familles des prisonniers

politiques au Tadjikistan. Asroriddin n'a rien fait d'autre que "le bien" pour ceux qui en ont besoin, et toutes les accusations portées contre lui par le régime sont sans fondement, biaisées et calomnieuses. Asroriddin, fils de l'un des prisonniers politiques du PRIT Zubaydullo Rozik, religieux et journaliste bien connu, a été arrêté par le Comité d'État pour la sécurité nationale en 2015

et condamné en 2016 à 25 ans de prison. Asroriddin Rozik est actuellement détenu dans une prison de la ville de Khujand.

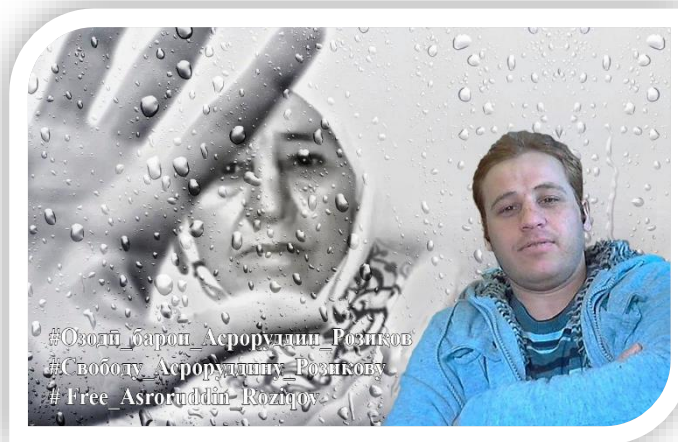
Dans d'autres pays, ceux qui servent et aident les pauvres et les nécessiteux sont reconnus et

récompensés par divers prix décernés à des organisations publiques pour leurs mérites. Un exemple est Mère Teresa, qui a reçu le prix Nobel de la paix,

mais au Tadjikistan, ces

personnes sont soumises aux tortures et aux emprisonnements les plus graves sous la dictature de Rahmon.

Nous espérons que la justice prévaudra bientôt au Tadjikistan et que les oppresseurs seront punis pour leurs actes et répondront devant la loi et le peuple. L'exil, c'est si vos amis vous oublient!



Dans d'autres pays, ceux qui servent et aident les pauvres et les nécessiteux sont reconnus et récompensés par divers prix décernés à des organisations publiques pour leurs mérites.



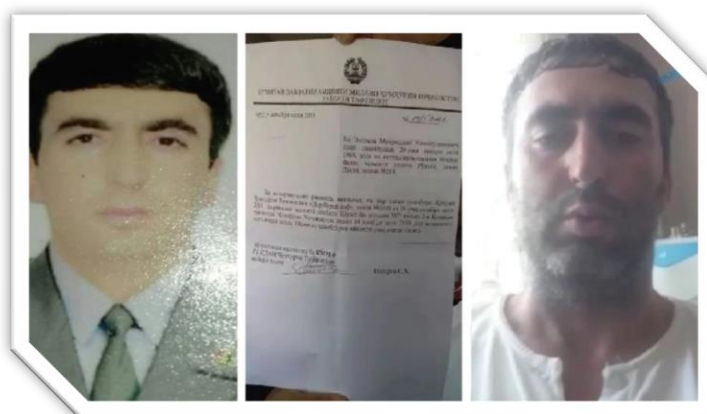
La promesse d'amnistie a conduit à la prison

MUHAMMADRAJAB SHONAIMI, *militant politique*



Les noms de **Mukhriddin Emomov** et de son frère Saifuddin Emomov, habitants de la vallée de Vakhsh dans la région de Khatlon, sont apparus dans les médias en 2016, lorsque les médias ont rapporté que la famille s'était vu interdire de se rendre en Turquie, affirmant que les autorités tadjikaises ne permettraient pas leurs proches à se

rendre en Turquie. En février 2017, après la publication d'un message vidéo du fils de Mukhriddin et de son frère Saifuddin



est retourné au Tadjikistan en février 2020 avec une promesse d'amnistie de la Turquie. Au lieu de l'amnistie promise, il a ensuite été condamné à six ans de prison pour extrémisme. Le verdict a été rendu à huis clos et le matin du 20 novembre 2020, il a appelé sa famille pour dire que son verdict serait lu aujourd'hui, mais le procès s'est terminé

lorsqu'ils sont arrivés à Douchanbé en provenance de Vakhsh.

Maidabi Khudoyorova, la mère de Mukhriddin Emomov, qui vit

Emomov, les autorités ont autorisé sa femme, ses enfants, leur mère et leur sœur à se rendre en Turquie.

Mukhriddin a vécu en tant que réfugié en Turquie jusqu'à ce que le gouvernement tadjik exige qu'il soit détenu dans le pays. Il a été arrêté et condamné à 11 mois de prison, mais a été libéré après que les accusations portées contre lui n'aient pas été étayées. Plus tard, Mukhriddin Emomov, un ancien lieutenant principal de l'Agence de contrôle des drogues du ministère tadjik de l'Intérieur, est rentré chez lui, croyant aux promesses du gouvernement. Plus précisément, il

à Istanbul avec l'un de ses fils Saifuddin, a exprimé sa déception face au verdict. Elle a dit que son fils est revenu avec une promesse d'amnistie, mais que les autorités ne l'ont pas retenu. Selon des proches, Mukhriddin était initialement recherché parce qu'il était soupçonné d'appartenir à des groupes extrémistes, mais a ensuite été gracié en 2019.

De retour au Tadjikistan, il a ouvert un restaurant dans sa ville natale et a dirigé l'entreprise jusqu'à ce que les autorités découvrent le vol et poursuivent Mukhriddin. Cependant, la mère de Mukhriddin considère que les actions des

autorités sont délibérées et demande de l'aide pour une enquête équitable. Les responsables de la sécurité de Khatlon n'ont pas encore commenté la manière dont il a été détenu et inculpé. On ne sait pas pour quel crime il est en prison. La sœur de

Maidabi Khudoyorova, la mère de Mukhriddin Emomov, qui vit à Istanbul avec l'un de ses fils Saifuddin, a exprimé sa déception face au verdict. Elle a dit que son fils est revenu avec une promesse d'amnistie, mais que les autorités ne l'ont pas retenu.

Mukhriddin Emomov, Robiya Emomov, a déclaré à Radio Liberté le 26 juillet qu'elle s'était rendue au centre de détention provisoire pour rencontrer son frère, mais qu'elle avait été refusée en raison de l'absence de l'enquêteur. En 2014, le gouvernement tadjik a modifié le code pénal du pays, promettant une amnistie pour les personnes soupçonnées de terrorisme et d'extrémisme vivant à l'étranger. Les autorités disent que l'amnistie ne sera accordée que si les suspects n'ont pas de casier judiciaire et ont exprimé des remords. Plusieurs membres présumés d'organisations interdites sont retournés au Tadjikistan, mais tous n'ont pas été graciés.

L'avocat de Mukhriddin Emomov a qualifié sa condamnation d'illégale et a interjeté appel auprès d'une juridiction supérieure, mais les responsables du tribunal ont déclaré que la condamnation était conforme à la législation en vigueur. Des poursuites pénales ont été ouvertes contre lui en vertu du paragraphe 2 de l'article 307 (incitation publique par les médias ou Internet). Selon la

source, le procureur de la République a demandé au tribunal de condamner Mukhriddin à sept ans et six mois de prison pour avoir publié des documents extrémistes sur Internet, mais le juge l'a condamné à six ans.

L'avocat Faizali Muzaffarov a déclaré que le procureur n'avait fourni aucune preuve pour le condamner. Lors de la condamnation, Mukhriddin a demandé au procureur de lui montrer les vidéos qu'il aurait publiées sur les réseaux sociaux et de prouver sa culpabilité, mais le procureur n'a rien pu offrir. Il a plaidé non coupable, a précisé l'avocat. La sœur de Mukhriddin, Robiya Emomov, a déclaré aux journalistes après l'annonce du verdict de son frère que son frère avait été torturé. Il ne pouvait pas ouvrir un œil et ses mains tremblaient.

Il ne pouvait pas ouvrir un œil et ses mains tremblaient. La couverture médiatique de la peine

Des poursuites pénales ont été ouvertes contre lui en vertu du paragraphe 2 de l'article 307 (incitation publique par les médias ou Internet). Selon la source, le procureur de la République a demandé au tribunal de condamner Mukhriddin à sept ans et six mois de prison pour avoir publié des documents extrémistes sur Internet, mais le juge l'a condamné à six ans.

de prison de Mukhriddin Emomov a déclenché une vague de protestations de la société civile au Tadjikistan, et les responsables ont promis de gracier les jeunes. Cependant, on les condamne à de longues peines de prison sur de fausses accusations.



Pourquoi un homme de 90 ans a-t-il été arrêté et emprisonné?

ILKHOMJON YAKUBOV, responsable de l'Association des migrants d'Asie centrale



Daniyor Nabiev, 87 ans, habite l'un des plus grands districts du Tadjikistan, Rudaki. Il a toujours essayé d'aider les personnes dans le besoin et a distribué ses modestes économies aux familles des prisonniers politiques. Pendant plusieurs années, il a fourni mensuellement de la

nourriture et parfois de l'argent à des proches de prisonniers du Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan, que les autorités ont déclaré organisation terroriste sans

preuves concluantes et interdit en 2015.

Nabiev lui-même était autrefois membre du PRIT, travaillait dans l'une des principales organisations de ce parti dans la région de Rudaki et connaissait personnellement de nombreux prisonniers politiques condamnés à de longues peines.

Doniyor Nabiye v a pris à deux reprises de l'argent aux enfants et aux proches de prisonniers politiques qui sont allés travailler à l'étranger et a transféré les fonds à la prison pour se nourrir.

C'est pourquoi le Comité d'État pour la sûreté nationale et le ministère de l'Intérieur l'ont arrêté le 27 août 2020, lors de l'épidémie de Covid-19, sous l'inculpation d'activités d'une organisation interdite.

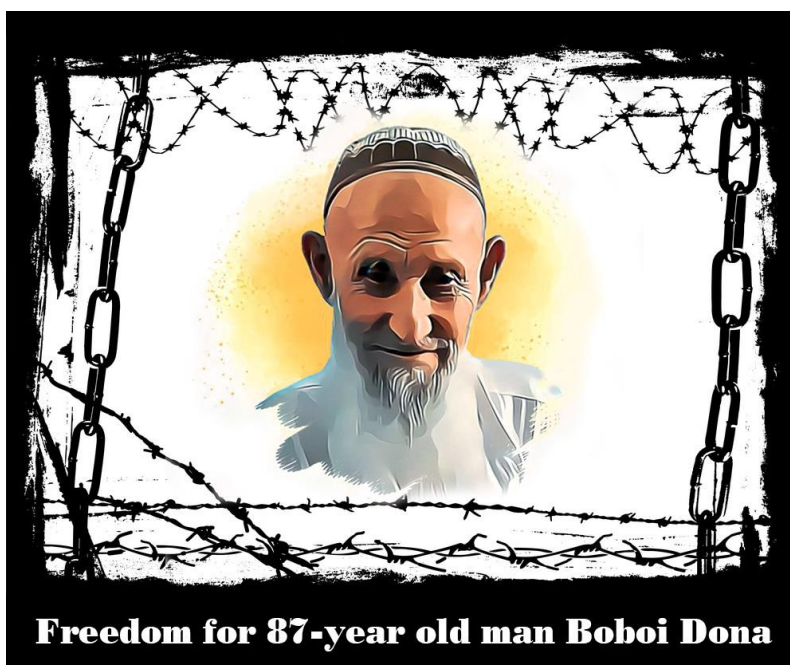
La déclaration du ministère de l'Intérieur du Tadjikistan

stipule:

“Il a reçu de l'argent des agences de renseignement par le biais de transferts d'argent de pays tiers et l'a utilisé pour diffuser des idées extrémistes,

acheter, publier et distribuer de la littérature interdite, recruter et mobiliser des jeunes dans des groupes djihadistes;

- transféré un certain montant de fonds via le district de Pyanj de la région de Khatlon à la République islamique d'Afghanistan avec le soutien financier de membres de la branche armée de l'ancienne organisation terroriste “Jamaat Ansarullah;



- *Le reste des fonds a été utilisé à des fins personnelles.*

Le 28 décembre, le tribunal de district d'Ismoili Somoni à Douchanbé l'a condamné à sept ans de prison pour avoir "fourni un soutien matériel" à des proches de membres condamnés du PRIT au Tadjikistan. Le nom de Daniyori Nabiev figure sur une longue liste de plus de 1 000 victimes de la répression politique. À partir de ce moment, il y a 7 ans, des violations massives des droits humains ont commencé. Son cas prouve une fois de plus que les autorités du Tadjikistan ne négligent rien pour persécuter leurs opposants politiques.

Dès le premier jour après l'arrestation de Daniyori Nabiev, le Comité civil pour le sauvetage des otages et des prisonniers politiques au Tadjikistan a ouvert une enquête sur le cas de Nabiev et a tout d'abord informé toutes les organisations internationales, y compris l'ONU, l'Union européenne et l'Ambassade de l'OSCE au

Tadjikistan. Il a appelé le gouvernement tadjik à libérer immédiatement Nabiev. De son côté, Human Rights Watch a envoyé une déclaration aux autorités tadjikes:

"Daniyori Nabiev ne devrait pas aller en prison parce qu'il aide les familles des prisonniers politiques. Il devrait être libéré en premier, au moins en raison des dangers liés au COVID-19, ainsi que pour des raisons humanitaires."

Daniyori Nabiev a été détenu dans des conditions épouvantables au centre de détention provisoire dès le premier jour, où sa santé s'est détériorée. Il avait déjà souffert de tuberculose et avait été hospitalisé à l'hôpital de Kariya Bolo au cours des derniers mois avant son arrestation.

Daniyori Nabiyeu, un homme malade et âgé, a été libéré de la colonie à régime strict de Vahdat le 23 avril 2021 après une longue période de torture physique et mentale.





Que s'est-il passé au Badakhshan?

Le 25 février, exactement trois mois se sont écoulés depuis que le gouvernement du Tadjikistan a bloqué l'accès à Internet dans l'une des plus grandes régions du Tadjikistan - la région autonome du Gorno-Badakhshan (GBAO) avec une population d'environ 300 000 personnes. Pour le troisième mois, les habitants de la région sont privés du droit d'accès à l'information, aux communications avec l'extérieur, seuls face à leur problème.

L'absence d'Internet a eu un impact négatif sur les activités de presque toutes les industries de la région. Des milliers de personnes ne peuvent pas contacter leurs proches, écoliers, étudiants, employés des institutions étatiques et des organisations internationales souffrent. Les communications mobiles et Internet ont été déconnectés après le début d'un rassemblement dans le centre administratif de la région, la ville de Khorog, en raison du meurtre brutal de Gulbiddin Ziebekov, un habitant de 29 ans du village de Tavdem, district de Roshtkala, qui a été abattu par les forces de sécurité pendant sa détention.

Lors de l'arrestation de Ziebekov, l'un de ses proches a tenté d'intervenir dans la situation, mais a également été abattu. Les proches ont apporté le

cercueil avec les corps de Gulbiddin Ziebekov et Tutisho Amrshoev directement au bâtiment de l'administration régionale, où des habitants de Khorog et d'autres districts de la région ont rejoint les manifestants. Des centaines de manifestants ont déclaré que Gulbiddin avait été tué sans raison et ont exigé que les responsables soient punis. Cependant, les autorités ont plutôt, sous forme



d'ultimatum, exigé que les manifestants se dispersent et, lorsqu'elles ont refusé, elles ont ouvert le feu sur des manifestants non armés. En conséquence, un autre jeune

homme, Gulnazar Murodbekov, a été tué, beaucoup ont été blessés. L'action de protestation n'a pris fin que le quatrième jour après que les autorités ont promis de mener une enquête objective sur le meurtre de Gulbiddin et de punir les responsables de son meurtre, de supprimer les barrages routiers et de rétablir les communications. Ils ont également promis de ne pas harceler les manifestants.

Cependant, après trois mois, les autorités n'ont satisfait à aucune de ces exigences. Il faut souligner que les excès des forces de l'ordre de ma

région au cours des 10 dernières années sont devenus monnaie courante.

La plus grande opération spéciale contre la population civile avec l'utilisation d'équipements militaires a été menée en 2012, lorsque le gouvernement tadjik a envoyé des troupes dans la petite ville de Khorog. À la suite de cette opération punitive, jusqu'à 30 civils ont été tués.

De nombreux experts expliquent ce qui se passe dans le Pamir par les autorités par le fait qu'au cours des 10 dernières années, ils ont cherché une raison non seulement d'éliminer les personnes les plus célèbres et les plus influentes du Gorno-Badakhshan, mais aussi de pacifier la population du Pamir, qui sont les seules régions du Tadjikistan qui osent encore



élever la voix et déclarer leurs droits, pour lutter contre la corruption, la permissivité des autorités et toutes sortes d'injustices.

Les autorités veulent soumettre le Badakhshan à tout prix et limiter notre autonomie. Et chaque fois que le gouvernement du Tadjikistan utilise des armes contre son propre peuple, il accuse des innocents de collaborer avec un groupe criminel organisé (OCG) inexistant, de possession illégale d'armes et d'autres crimes qu'ils ignorent eux-mêmes.

Et cette fois, les forces de sécurité, sans procès ni enquête, ont déclaré Gulbiddin Ziebekov criminel

et l'ont brutalement traité. Le jour du meurtre, un très jeune Gulbiddin se trouvait dans son village natal près du magasin et ne pouvait même pas imaginer qu'après un certain temps sa vie de jeune innocent prendrait fin et qu'un autre complot commencerait à déstabiliser la situation dans le Pamir. Il ne savait pas que les autorités n'en avaient pas encore assez du sang de ses compatriotes, qu'il ne leur suffisait pas de céder plus de mille kilomètres carrés du territoire du GBAO à la Chine et d'installer une base militaire chinoise sur notre territoire, et il ne suffit pas que les Chinois soient désormais hébergés à la

frontière avec Murghab (zone limitrophe de la Chine). Il ne savait pas non plus que, à en juger par les nombreuses

rumeurs, le gouvernement tadjik voulait louer GBAO à la Chine et avait besoin d'une excuse pour déstabiliser la situation. Gulbiddin ne savait pas qu'il avait déjà été condamné à mort sans procès ni enquête. Le fait est que le gouvernement du Tadjikistan, après avoir montré son "humanité" à la communauté mondiale, a annoncé un moratoire sur la peine de mort, mais en fait, dans les coulisses, ils tirent et tuent des innocents répréhensibles pour les autorités simplement parce que leurs opinions et les opinions ne coïncident pas avec les autorités d'opinion.

Selon Radio Liberté, l'un des témoins oculaires de la tragédie, un habitant du village de Tavdem Olim Shayukov, ce jour-là, Gulbiddin se tenait devant une station-service avec plusieurs autres personnes vers 11h20 le 25 janvier, une voiture blanche est arrivée, s'est arrêtée devant le magasin et plus d'une dizaine de militants en sont sortis, tous masqués et armés. Dilovar Khurramov, un autre habitant du village, qui n'était pas loin de l'endroit où Gulbiddin a couru, a déclaré à Radio Liberty que Gulbiddin Ziyobekov n'a pas pu résister car il n'avait pas d'arme.

“J'ai vu le moment où Gulbiddin a été abattu. Il traversait déjà le pont en courant lorsque des coups de feu ont été tirés. Je suis tombé et je me suis

relevé une fois. Je voulais passer à autre chose, un autre coup de feu a retenti. Il est tombé sur le côté et s'est tenu très fermement à la balustrade du pont avec ses mains. A ce moment, sept hommes armés se sont approchés de lui. Il était encore en vie quand ils l'ont approché. Ils ont voulu le soulever, il s'est accroché à la grille du pont avec les deux mains”, a-t-il déclaré.

Perdant son sang, Gulbiddin a été traîné sur le sol jusqu'à la voiture, une heure plus tard, le corps a été emmené à la morgue de la ville de Khorog. Selon la conclusion de l'examen médico-légal,

Gulbiddin Ziebekov a reçu neuf blessures par balle, quatre balles ont touché les jambes, le reste dans l'estomac, la tête et le cœur. La séquence vidéo publiée sur Internet montre la brutalité avec laquelle les forces de sécurité ont traité un homme non armé, le blessant puis le soumettant à la torture. Même une bête n'est pas capable d'une telle cruauté. À partir de cette vidéo, il devient évident que le but de cette opération spéciale pré-arrangée n'était pas de détenir, mais de détruire physiquement Gulbiddin. Tous les témoins de ce crime sont prêts à témoigner de l'innocence de

Gulbiddin.

Ici, la question se pose de savoir pourquoi, après avoir accusé Gulbiddin de possession d'armes, ils n'ont pas accepté



l'arme comme preuve matérielle immédiatement après avoir retiré le corps de la scène du crime et pourquoi ils n'ont pas emmené un caméraman avec eux pour filmer l'opération en vidéo, comme ils le font habituellement.

Pourquoi le pistolet de Makarov est-il apparu sur les lieux du crime seulement 40 minutes après l'arrestation? De toute évidence, selon le scénario initial, il n'y avait pas de pistolet lors de l'arrestation, et alors seulement les forces de sécurité, réalisant leur erreur, y ont déposé des armes et ont forcé les villageois, en tant que

témoins oculaires, à signer un papier indiquant que Gulbiddin était armé. Lorsqu'il a été traîné sur le sol, il était encore en vie et, selon les experts, il est possible que l'arme ait été placée dans sa main afin que des empreintes digitales restent dessus.

Selon le frère de Gulbiddin, Intizor Ziebekov, il a compté sept blessures par balle sur le corps de son frère, quatre sur sa jambe et trois autres au cœur, à l'orbite et à l'abdomen.³¹ *“Au début, nous sommes allés à l'hôpital pour mon frère, mais ils nous ont dit qu'il était à la morgue. Le médecin nous a dit que lorsqu'ils l'ont amené, il était déjà mort. Nous avons pris le corps et avons décidé d'aller sur la place du bâtiment de l'administration régionale, afin que les autorités répondent de ce qu'il a été tué.”*

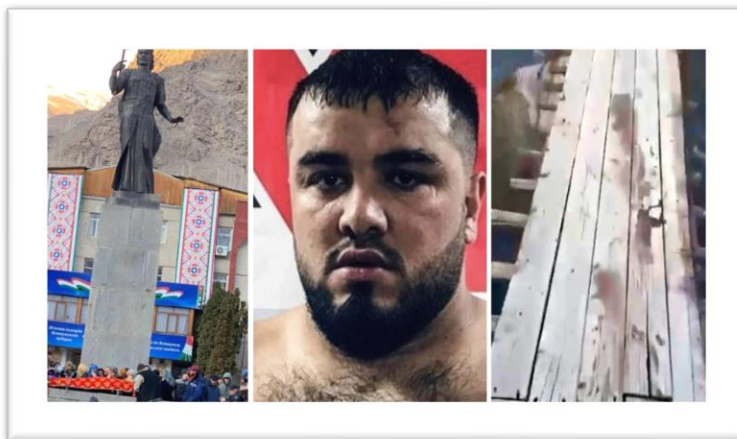
La mère de Gulbiddin, Pevistamo

Abdulumminova, se demande pourquoi toute une voiture de mitrailleurs est venue au village pour arrêter son fils non armé. Pourquoi a-t-il été permis de mener une opération à l'aide d'armes dans le village, où il y a des femmes, des enfants, des vieillards autour? Il y a une école très proche du lieu de l'incident, et à ce moment-là des enfants y étudiaient, et quand ils ont entendu des coups de feu, ce qui n'est pas du tout caractéristique d'un

village calme et paisible, non seulement les enfants, mais aussi les adultes ont eu peur. La mère de Gulbiddin dit que si mon fils était coupable, alors qu'il soit puni selon la loi, et les conséquences? Ces questions de la mère de Gulbiddin Pevistamo Abdulumminov restent sans réponse. Pendant deux jours, elle se tint fermement avec le corps de son fils sur la place nommée d'après Somoni, mais les dirigeants de la région ne leur parvinrent pas.³²

Dans le même temps, un habitant du village de Tavdem Faizmakhmad, âgé de 73 ans, a souligné que les forces de sécurité l'avaient forcé, ainsi qu'un autre vieil homme, à signer un papier

déclarant que nous avions prétendument vu des armes à Gulbiddin: *“En raison de la peur que nous puissions être tués, nous avons été forcés de*



*signer cette déclaration.”*³³ À son tour, Pevistami Abdulumminova jure que son fils n'a même pas servi dans l'armée et qu'il ne savait pas utiliser les armes. Elle se demande d'où vient l'arme.

Les manifestations à Khorog n'ont pris fin qu'après que les manifestants ont rencontré les dirigeants de la région et promis de mener une enquête approfondie sur la mort de Ziyobekov.

³¹ Лаҳза ба лаҳзаи рӯйдодҳои Тавдем ва Хоруғ. Дар Бадахшон чӣ гузашт? (ozodi.org)

³² Лаҳза ба лаҳзаи рӯйдодҳои Тавдем ва Хоруғ. Дар Бадахшон чӣ гузашт? (ozodi.org)

³³ Лаҳза ба лаҳзаи рӯйдодҳои Тавдем ва Хоруғ. Дар Бадахшон чӣ гузашт? (ozodi.org)

Pour résoudre conjointement la situation au GBAO, un groupe “Commission 44” a été créé.

Les autorités ont promis de rétablir l'accès à Internet immédiatement après la fin du rassemblement de protestation à Khorog. Les manifestants ont également exigé que les autorités suppriment les points de contrôle militaires de la ville et rétablissent Internet dans la région.

En outre, les autorités et les membres de la commission ont convenu qu'aucune des parties ne divulguerait les secrets de l'enquête ni ne donnerait une évaluation unilatérale tant que l'incident n'aurait pas fait l'objet d'une enquête approfondie.

Les représentants des manifestants ont accepté cette condition, mais immédiatement le lendemain, lors d'une réunion du gouvernement régional, le président du Comité d'État pour la sécurité nationale,

La mère de Gulbiddin, Pevistamo Abdulmuminova, se demande pourquoi toute une voiture de mitrailleurs est venue au village pour arrêter son fils non armé. Pourquoi a-t-il été permis de mener une opération à l'aide d'armes dans le village, où il y a des femmes, des enfants, des vieillards autour?

Yatimzoda, a violé ses obligations contractuelles et, sans attendre une décision de justice, a proposé sa version inventée de ce qui s'est passé, qualifiant Gulbiddin de criminel et de membre d'un groupe criminel organisé (GCO) inexistant. Quelques jours plus tard, un autre film commandé intitulé “*Le pouvoir de la parole*” a été diffusé sur les chaînes d'État, où les forces de sécurité, contrairement à toutes les normes internationales relatives aux droits de l'Homme, appellent Gulbiddin Ziebekov, Tutisho Amirshoev et Gulnazar Murodbekov, qui ont été abattus par eux., des criminels, des membres d'un groupe criminel organisé et des manifestants pacifiques non armés - des bandits.

Gulbiddin Ziebekov a défendu l'honneur de son parent, qui s'est avéré être la victime d'un maniaque sexuel, en l'occurrence le procureur adjoint du district de Roshtkala, Abdusattor Abirzoda. Pour cela, les autorités l'ont traité d’“extrémiste” et ont noté dans le film qu'il était recherché.

Il y a quelques années, Radio Liberty a rapporté que des agents des forces de l'ordre du GBAO avaient arrêté Dilovar Khurramov, l'un des principaux témoins oculaires de l'opération spéciale dans le village de Tavdem, au cours de laquelle Gulbiddin Ziyobekov avait été tué. Une source des forces de l'ordre rapporte que “*Dilovar Khurramov aurait insulté le chef du ministère de*

l'Intérieur du district de Roshtkalinsky et l'aurait menacé de représailles”.

Le bureau du procureur de la GBAO a engagé une action pénale contre Khurramov en vertu de la

partie 2 de l'art. 328 (Utilisation de la violence dangereuse pour la vie et la santé contre un représentant de l'autorité) du Code pénal du Tadjikistan, a ajouté la source de Radio Liberté. Maintenant, il devient clair que les autorités ne s'arrêteront pas là et sont prêtes à détruire tous ceux qui osent aller à leur rencontre, qui au moins en quelque sorte indiquent clairement que les soi-disant accusations concernant des groupes organisés inexistantes ne sont que de la fiction.

Je voudrais m'attarder sur quelques points qui prouvent que la soi-disant lutte contre le terrorisme et la criminalité menée par les autorités tadjikes est en réalité la persécution des dissidents

et des opposants politiques par le meurtre brutal, la torture et l'exécution extrajudiciaire de civils.

Tout d'abord, je tiens à clarifier la notion même de "Groupe criminel organisé", sous laquelle les forces de sécurité aiment tant résumer tous les dissidents. Sans aller bien loin, jetons un coup d'œil à Wikipédia, où il est écrit que *"le GCO est une forme de criminalité caractérisée par une activité criminelle persistante menée par des organisations criminelles qui ont une structure hiérarchique, une base matérielle et financière et des liens avec des structures étatiques basées sur mécanismes de corruption"*. Que voit-on sur l'exemple des groupes criminels organisés dans le Pamir. Pourquoi

les autorités ne disent-elles pas où est le lien entre la base matérielle et financière de ce groupe, quels comptes ce groupe possède, les biens

immobiliers qu'ils peuvent utiliser dans leurs plans criminels, quel type de lien ils ont avec des représentants d'agences gouvernementales, quels stratagèmes de corruption ils développent. En outre, les forces de l'ordre ne disent pas quels crimes ont été commis par les membres du groupe criminel organisé dans le Pamir ou au Tadjikistan en général, ce que font généralement les membres du groupe - meurtre, vol à grande échelle, trafic de drogue, etc. Il s'avère que rien de ce qui précède. Il n'y a même aucune preuve de l'existence de ce groupe. Il s'avère que tout cela n'est qu'une fiction des forces de l'ordre. Bien sûr, la question se pose que s'il y a un groupe criminel organisé dans le

Pamir, alors pourquoi aucun habitant de GBAO n'a-t-il rejoint l'ISIS ou d'autres groupes opérant à l'étranger jusqu'à présent?

Ensuite, même si nous supposons simplement que Gulbiddin Ziebekov était un criminel et était recherché, comme le disent les forces de sécurité, alors comment expliquer le fait qu'il soit venu en ville tous les jours dans sa voiture et ait pratiqué la boxe dans le gymnase, qui est situé à proximité de la construction de structures de pouvoir. Comment pourrait-il être recherché s'il a personnellement assisté à plusieurs réunions avec l'ancien chef de la région, Edgor Faizov, dans le bâtiment de l'administration régionale. Pourquoi

personne ne l'a-t-il touché ou corrigé alors qu'il y avait tant d'opportunités de détention?

Ou pourquoi, alors, le chef de la région a calmement



accueilli "un criminel et un bandit". Pourquoi a-t-il été détenu dans son village natal et pourquoi a-t-il été tué avec une telle cruauté sans procès ni enquête puis déclaré criminel?

Des militants de la société civile du Groupe 44 ont appelé les autorités à mettre fin à la couverture unilatérale de la question, exigeant l'arrêt de telles émissions sur la chaîne d'État. Selon le juriste et avocat tadjik bien connu Shokirjon Khakimov, alors que l'équipe d'enquête conjointe enquête sur cette affaire, la projection de tout type de films peut être considérée comme une ingérence directe dans le déroulement de l'enquête. Si les forces de l'ordre ont un dossier ou des informations sur les

détails de l'incident, ils doivent le fournir à la même équipe d'enquête et ne pas en faire la publicité dans les médias, sinon il y aura des doutes quant à une enquête transparente et cela changera l'opinion publique, "a-t-il dit.

Dans le même temps, la "Commission 44", composée de représentants de la société civile, a déclaré à Radio Liberté que des enquêteurs de la région enquêtent actuellement sur l'abattage d'arbres par les manifestants, qu'ils ont abattus pour couvrir la route d'équipements militaires, mais n'enquêtent pas sur le meurtre de Gulbiddin Ziebekov et de deux autres résidents locaux, ainsi que sur les blessures de plusieurs autres personnes.

Autrement dit, un rondin coûte plus cher aux enquêteurs qu'une vie humaine dans le Pamir.

Khujamri

Pirnazarov, un

porte-parole de la Commission 44, a déclaré à Radio Liberté que *"oui, les enquêteurs du bureau du procureur militaire tadjik sont retournés à Khorog et étaient censés enquêter sur la mort de Gulbiddin Ziyobekov, mais ils ne l'ont pas fait"*. Il semble que ces dernières années, les autorités aient cherché une excuse pour éliminer les personnes les plus célèbres et les plus influentes du Gorno-Badakhshan. Le seul tort de ces gens est de se permettre de défendre leurs compatriotes et de ne pas permettre aux autorités de commettre des actes de corruption, de violer les droits et la liberté de leurs compatriotes en toute impunité.



Dans cette campagne d'information, les dirigeants du Pamir sont traités de bandits et de membres de groupes criminels organisés. Parmi eux se trouve un colonel à la retraite des troupes frontalières du Comité d'État pour la sûreté nationale du Tadjikistan Mamadbokir Mamadbokirov. Les structures de pouvoir ont proposé à Mamadbokirov de se rendre.

Il a, à son tour, indiqué qu'il était prêt à se rendre si les autorités trouvaient et punissaient d'abord les responsables de la mort de Gulbiddin Ziebekov, Tutisho Amirshoev et Gulnazar et Murodbekov. Ensuite, les autorités ont annoncé leur intention de mener une opération spéciale

contre Mamadbokirov et ses plus proches collaborateurs. Pire encore a été l'action contre un sportif innocent et l'un des militants publics

Amriddin Alovatshoev. Amriddin Alovatshoev a été enlevé en Russie et remis aux autorités tadjikes le 11 janvier de cette année. Pendant près de trois semaines, parents et amis ont tenté de trouver des informations sur le sort d'Alovatshoev. Seulement 20 jours plus tard, le ministère de l'Intérieur et le bureau du procureur général du Tadjikistan ont officiellement confirmé que l'athlète était détenu au centre de détention provisoire du ministère des Affaires intérieures du Tadjikistan.

Pendant tout ce temps, Alovatshoev n'avait pas d'avocat et ses proches n'étaient pas autorisés à le voir. Ensuite, les autorités ont diffusé des

messages vidéo avec Amriddin Alovatshoev, avec des aveux, mais les experts sont sûrs qu'il a été torturé, sinon pourquoi les autorités refusent-elles de mener une enquête ouverte et transparente?

L'article 19 de la Constitution du pays stipule que Nul ne peut être soumis sans motif légal à la détention, à l'arrestation. Toute personne a le droit de recourir aux services d'un avocat dès le moment de sa détention.

Dans le cas d'Amriddin, il y a une violation flagrante de la loi fondamentale du pays. En outre, l'enlèvement et l'extradition illégale de la vidéo des aveux d'Amriddin sont également considérés comme une violation odieuse des droits de l'Homme du point de vue du droit international. Mais le Tadjikistan a ses propres méthodes, actions et pressions qui sont étrangères aux lois humaines.

Entre-temps, depuis l'assassinat de Gulbiddin Ziebekov, les structures du pouvoir ont complètement pris le contrôle de la télévision régionale du Badakhshan. Même à l'intérieur du bâtiment, il y a des soldats avec des mitrailleuses et des clôtures ont été installées autour de la télévision, des mesures de sécurité sans précédent sont prises.

Les forces de sécurité craignent la colère populaire, car durant ces trois mois, elles ont terrorisé les riverains de toutes les manières

possibles, jusqu'au limogeage et à l'ouverture de poursuites pénales, Quand elles ne s'opposent pas aux participants au rassemblement de Khorog. De nombreuses personnes sont obligées de donner des interviews, de lire des textes préparés à l'avance par elles, car elles craignent de perdre leur emploi. Des représentants des autorités locales et des employés du Comité d'État pour la

Des habitants de GBAO de toutes les régions, des femmes, des personnes âgées, des anciens combattants, des enseignants, des militants, des étudiants, des retraités lancent chaque jour un appel vidéo au président du pays Emomali Rakhmonov, président de la Haute Majlisi Oli du pays (chambre haute du parlement) en leur demandant d'attirer l'attention sur l'arbitraire des structures de pouvoir et des forces de l'ordre au GBAO, afin qu'une enquête objective sur la mort de Gulbiddin Ziebekov, Tutisho Amirshoev, Gulnazar Murodbekov, ainsi qu'une enquête équitable sur les circonstances de détention illégale d'Amriddin Alovatshoev, Chorshanbe Chorshanbiev et d'autres résidents de GBAO qui sont soumis à des persécutions illégales par les forces de l'ordre et les structures de pouvoir.

sûreté nationale du Tadjikistan contournent également les établissements d'enseignement du Pamir et conduisent soi-disant conversations préventives avec des enseignants et des écoliers, les avertissant de leur responsabilité pénale en cas de participation à des actions de protestation. Les autorités du Tadjikistan ont organisé un acte d'intimidation et d'intimidation sans précédent contre les habitants de GBAO, ont déclaré des représentants du "Groupe

44". Des habitants de GBAO de toutes les régions, des femmes, des personnes âgées, des anciens combattants, des enseignants, des militants, des étudiants, des retraités lancent chaque jour un appel vidéo au président du pays Emomali Rakhmonov, président de la Haute Majlisi Oli du pays (chambre haute du parlement) en leur demandant d'attirer l'attention sur l'arbitraire des forces de l'ordre et des forces de l'ordre à GBAO, afin qu'une enquête objective sur la mort de Gulbiddin Ziebekov, Tutisho Amirshoev,

Gulnazar Murodbekov, ainsi qu'une enquête équitable sur les circonstances de détention illégale d'Amriddin Alovatshoev, Chorshanbe Chorshanbiev et d'autres résidents de GBAO qui sont soumis à des persécutions illégales par la loi - organes de protection et structures de pouvoir.

Ces événements ont provoqué une grande résonance non seulement au GBAO, mais aussi à l'étranger. Les résidents du Badakhshan à l'étranger, en particulier en Russie, dans les pays européens,

en Amérique, se sont réunis dans les ambassades du Tadjikistan dans ces pays et ont exprimé leur solidarité avec leurs proches, frères et sœurs au Badakhshan.

Début février, même l'organisation internationale de défense des droits

humains Human Rights Watch a publié une déclaration. Dans son communiqué, l'organisation a appelé les autorités tadjikes à rétablir immédiatement l'accès à Internet dans le GBAO et à enquêter équitablement sur le cas d'Amriddin Alovatshoev, l'un des jeunes militants du Badakhshan à Moscou.

Human Rights Watch a appelé les autorités tadjikes à révéler où il se trouve et à lui donner accès à un avocat. *“Le blocage des communications à GBAO viole non seulement le droit à la liberté d'expression, mais rend*

également la vie difficile et même dangereuse pour la population”, indique le communiqué. Au final, je tiens à souligner une fois de plus à quel point les dégâts causés par l'arrêt d'Internet pour l'ensemble du GBAO dans son ensemble ont été colossaux. La région est l'une des régions les plus pauvres (bien que riche en ressources naturelles) du Tadjikistan. De nombreux projets d'organisations internationales dans le domaine des transports, du tourisme, de l'économie, des

ressources en eau, selon les experts, sont gelés ou reportés sine die. La réputation de la région a été ébranlée, et tout cela, à en juger par les rumeurs répandues, est fait intentionnellement. Selon une version, les autorités tadjikes ont l'intention de louer le territoire de GBAO, des districts de Murgab aux

districts de Rushan, à la Chine pour une période de cent ans. Mais pour ce faire, ils doivent priver la région du statut d'autonomie, supprimer toutes sortes de dissensions, détruire tous ceux qui peuvent leur résister, à savoir les dirigeants du GBAO, dont les paroles sont écoutées par de nombreux pamiriens. Ainsi, depuis 10 ans, les dirigeants les plus influents du Pamir sont persécutés, les autorités les mettent en prison, les accusant de diverses affaires criminelles, pouvant aller jusqu'à la destruction physique.





Qui est responsable de la tragédie de Khuroson?

MAVJUDA SOKHIBNAZAROVA, journaliste et vice-président du Comité



Le 14 mai 2020, une puissante coulée de boue a détruit les maisons des habitants du village d'Asadulloh Rahmon, district de Khuroson. Deux villageois sont morts dans la catastrophe naturelle. Des dizaines de maisons ont été inondées. De nombreux dégâts ont été causés aux cultures agricoles. La population déjà dévastée de la région était dans un état déplorable et le gouvernement a tardé à venir en aide aux victimes. Cela a provoqué la colère des habitants et, afin d'attirer l'attention du gouvernement, le 14 mai, ils ont bloqué la

Le même jour, de nombreux manifestants ont déclaré que seule la négligence des autorités les avait amenés à la manifestation, mais la police a rapidement dispersé les manifestants.

route Bokhtar-Doushanbe et ont exigé que le gouvernement soit entendu et résolve leur problème le plus rapidement possible. Le même jour, de nombreux manifestants ont déclaré que seule la négligence des autorités les avait amenés à la manifestation, mais la police a rapidement dispersé les manifestants.

Le même jour, de nombreux manifestants ont déclaré que seule la négligence des autorités les avait amenés à la manifestation, mais la police a rapidement dispersé les manifestants.

Les autorités ont déclaré que les gens se précipiteraient vers les routes en raison du risque d'une nouvelle inondation.

Rahmatullo Safarzoda, le président de la région de Khuroson, a également déclaré que les gens demandent la restauration de leurs maisons et le défrichage des terres. Comme c'était leur droit constitutionnel et que les manifestants n'ont présenté aucune revendication politique, ils ont seulement demandé de l'aide pour éliminer les conséquences de l'inondation, ils ont été accusés

de troubler l'ordre public. Les médias ont rapporté l'arrestation de 6 personnes impliquées dans la manifestation de masse.

Selon les médias, le bureau

du procureur général a accusé six habitants de Khuroson. Ils sont accusés d'avoir appelé à des manifestations de masse. Tous les détenus Mahmadkarim Khasanov, Mahmadrajab Kholov, les frères Khusein et Karomatullo Khuseinov étaient des résidents du village nommé d'après Nematullo Asadullo, district de Khuroson, qui ont été condamnés à 1,6 ans de prison. On sait qu'au Tadjikistan la propriété des personnes n'est pas assurée et la grande majorité ne pourra pas recevoir d'assistance en raison de la corruption dans tous les sens. De plus, toute l'aide humanitaire est entre les mains de la "famille".

Selon l'étude, même les dons des organisations caritatives ne parviennent pas toujours aux personnes dans le besoin.

Dans le cas de Khuroson, la même chose s'est produite. Les habitants ont exigé des autorités ce qui leur revenait légalement. Cependant, lorsque six habitants de Khuroson ont été emprisonnés, les membres de la famille et les proches ont non seulement perdu leurs soutiens de famille, mais aussi leur confiance dans le gouvernement. Les frères Hussein et Karomatullo ont été condamnés au pénal parce que la famille vivait très mal et avait besoin d'aide. D'autres familles étaient également pauv-

res et avaient vraiment besoin d'aide. Ces familles ont été condamnées à une amende de 5 800 somonis.

Pour une personne sans abri, 5 800 somonis

représentent une somme énorme. Le Tadjikistan a les niveaux de salaire les plus bas de toute l'Asie centrale (environ 140 dollars) et de nombreuses familles partent maintenant pour la Russie pour survivre. Alors qu'a fait le gouvernement dans une telle situation? Le gouvernement a infligé une amende à Tojiddin Karaev, Avazjon Khamroev, Melikhol Karaev et Bibirobiya Rasulova afin d'entendre la voix du peuple.

La pression de leur propre peuple, pour le mettre dans une position humiliante est devenue une habitude du gouvernement Rahmon.

Le gouvernement avait l'intention qu'avec la détention de ces six personnes, instiller la peur dans les masses, dans le but d'un gouvernement unique et indivis sur le pays.

L'arrestation de ces personnes montre la mort de la justice et des valeurs démocratiques au Tadjikistan. Le service de presse de la Cour suprême du Tadjikistan a également déclaré que trois femmes participant aux manifestations avaient également été condamnées à une amende. Au total, 10 habitants ont été arrêtés pour des périodes allant de 5 à 10 jours pour avoir participé à un rassemblement non autorisé. Au lieu d'aider



les habitants à reconstruire leurs maisons, ils ont été cruellement et injustement punis. Avec cela, le régime a rendu un verdict, toute personne au

Tadjikistan demandant

justice sera punie! Le 26 novembre 2020, le tribunal a annoncé le verdict aux manifestants, mais seulement le 9 février 2021, cela a été annoncé lors d'une conférence de presse. En fait, les juges au Tadjikistan sont détenus à huis clos, et le secret et le secret sont la preuve que tant que le pouvoir ne sera pas changé, la justice ne prévaudra pas. Mais espérons que la justice triomphera!

Arrestation et peines de prison pour UN “LIKE”

MUHAMMADIKBOLI SADRIDDIN, homme politique, fondateur et éditeur du site d'information “Isloh”



Le gouvernement de la République du Tadjikistan, dirigé par Emomali Rahmon, restreint l'accès à Internet. Cette action vise à garantir que les citoyens de la République du Tadjikistan n'ont pas accès aux ressources Internet de l'opposition. Cette restriction prouve une fois de plus que le gouvernement de la République du Tadjikistan restreint le droit des citoyens d'exprimer librement leur volonté et propose d'autres méthodes pour restreindre l'accès à Internet. Aujourd'hui, les citoyens de la République du Tadjikistan souffrent non seulement parce qu'ils ont des parents/voisins/amis de l'opposition, mais aussi parce qu'ils regardent des vidéos ou lisent et aiment des documents publiés sur les réseaux

organisations internationales qui opèrent dans la république sont complètement ignorées par les autorités de la République du Tadjikistan. Par exemple, un jeune enfant d'un citoyen de la République du Tadjikistan, alors qu'il jouait avec le téléphone portable de son père, appuie accidentellement sur le bouton “LIKE” sur plusieurs pages sociales de l'opposition. Pour cette action d'un jeune enfant, le père a été condamné à sept ans. Pour coopération avec des groupes d'opposition, bien que ce citoyen ait nié toute coopération avec des groupes d'opposition. Il existe de nombreux exemples. Ci-dessous, nous en présentons quelques-uns. Ces exemples sont la preuve que des principes pseudo-démocratiques opèrent dans le pays.



La rédaction d'Isloh mène ses activités d'une manière de qualité qui répond à toutes les normes internationales de liberté d'expression. Malgré toutes ces peines de prison, le régime autoritaire d'Emomali Rahmon montre qu'il craint la vérité.

sociaux. Les citoyens de la République du Tadjikistan qui sont actifs sur les ressources Internet sont poursuivis et condamnés à de longues peines de prison.

Les lettres qui parviennent à la rédaction d'Isloh montrent que le droit des citoyens à la liberté d'expression dans la République du Tadjikistan se détériore. De plus, les objections des

Mahmadsodik Saidov, imam de 28 ans de la mosquée Khoji Abdulgaffor, district de Nonvoyi Poyon, ville de Kulyab. Abdugaffor Rajabov et Aslamkhon Karimov sont des habitants de la même ville. Tous auraient été contrôlés par le service des communications, ce service a révélé que les citoyens répertoriés collaboraient avec la rédaction d'Isloh. Tous les citoyens répertoriés ont

été condamnés en vertu de l'article 307 du Code pénal de la République du Tadjikistan à 5 ans, avec une peine dans une colonie à régime strict.

Mahmadsodik est le fils de Domullo Kholmurodov, une figure religieuse éminente de la ville de Kulyab. Depuis 2016, il officie dans la mosquée de la même ville. Les forces de l'ordre de la République du Tadjikistan l'ont accusé d'avoir remis les documents préparés par le Comité sur la

Après le discours du président de la République du Tadjikistan lors des réunions, une semaine plus tard, lors de la prière du vendredi, ils passent sur les sujets dont le président de la République du Tadjikistan a parlé dans ses discours.

L'agence de presse Isloh a un large public. Nous recevons de nombreuses lettres de différentes parties du Tadjikistan. Sur la base de ces lettres, nous menons nos enquêtes journalistiques. Jusqu'à



Les structures de pouvoir de la République du Tadjikistan ont arrêté un enseignant rural Suraj Nazarov.

religion de la République du Tadjikistan à la rédaction d'Isloh. L'absurdité de la situation réside dans le fait que non seulement la rédaction d'Isloh, mais aussi un profane ordinaire sait que les imams des mosquées diffusent des informations d'agitation préparées par le Comité d'État pour la sûreté nationale de la République du Tadjikistan. Plus précisément, sans le transfert d'informations de quelqu'un, mais de notre rédaction d'Isloh.

aujourd'hui, nous n'avons pas divulgué nos sources et n'avons pas l'intention de les divulguer à l'avenir. La rédaction d'Isloh mène ses activités d'une manière de qualité qui répond à toutes les normes internationales de liberté d'expression.

Malgré toutes ces peines de prison, le régime autoritaire d'Emomali Rahmon montre qu'il craint la vérité. Toutes les restrictions et le fait de garder les gens dans la peur font le jeu de l'opposition.

Parce que les gens commencent à peine à comprendre qu'ils vivent vraiment dans un État dirigé par un dictateur. Les médias à l'intérieur du pays servent les intérêts d'une famille. La peur et la haine des autorités de la République du Tadjikistan envers la rédaction d'Isloh atteignent le point

d'absurdité, que maintenant les autorités détiennent des fonctionnaires sous de fausses accusations.

Par exemple, le tribunal militaire a condamné

Abdusattor Mirzoev à 7 ans. Il travaillait comme gardien de prison, il était aussi accusé de collaboration avec la rédaction d'Isloh. Il avait de la sympathie pour le PRIT et qu'il avait directement contacté Muhammadikbol Sadriddin, ainsi que Hussein Ashurov. Fin juillet, le bureau du procureur militaire de la République du Tadjikistan a signalé que, sur la base d'une dénonciation par des collègues, une affaire pénale avait été ouverte contre Abdasattor Mirzoev. Il a été accusé d'avoir contacté Muhammadikbol Sadriddin et Khusein Ashurov pendant l'équipe de nuit après le départ de ses collègues.

Grâce à l'Internet mobile, il a contacté les opposants. Comme si Abdusattor exprimait ses revendications concernant la politique du gouvernement de la République du Tadjikistan.

Il a également été accusé d'avoir reçu des instructions pour un changement armé de l'ordre constitutionnel de la République du Tadjikistan. Et aussi comme si les opposants répertoriés

indiquaient à Abdusattor comment se comporter lors d'une émeute en prison, déconnexion des communications et de l'électricité. Abdusattor Mirzoev était le directeur de l'entrepôt "*Communications et protection technique*", numéro d'unité milit-aire 6593, la Di-rection

principale de l'exécution des sanctions pénales relevant du ministère de la Justice du Tadjikistan.

Les rédacteurs d'Isloh se sont engagés à informer sur les lacunes de

l'institution susmentionnée. Au cours des années précédentes, les structures de pouvoir de la République du Tadjikistan ont attiré des parents et des amis d'opposants dissidents pour faire

L'agence de presse Isloh a un large public. Nous recevons de nombreuses lettres de différentes parties du Tadjikistan. Sur la base de ces lettres, nous menons nos enquêtes journalistiques. Jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons pas divulgué nos sources et n'avons pas l'intention de les divulguer à l'avenir. La rédaction d'Isloh mène ses activités d'une manière de qualité qui répond à toutes les normes internationales de liberté d'expression.

La situation actuelle dans la République du Tadjikistan ressemble à la 37ème année du siècle dernier en URSS. Temps de grande terreur. Mais certains politologues soulignent qu'à cette époque le système du pays était différent.

pression sur eux. Tous ont été contraints de calomnier les dissidents et de les accuser de trahir la patrie, et ont également appelé à la fin de leurs activités d'opposition à l'extérieur du pays. De plus, sous l'enregistrement des caméras vidéo, ils les ont exhortés à revenir, et que le chef de la nation leur pardonnerait et aurait pitié d'eux.

Les structures de pouvoir de la République du Tadjikistan ont arrêté un enseignant rural Suraj Nazarov. Il est accusé d'avoir diffusé le message

vidéo de Sharofiddin Gadoev parmi ses connaissances. Aussi dans le fait qu'il collabore avec les éditeurs d'Isloh. Si dans d'autres pays démocratiques l'action d'un enseignant rural est un indicateur de liberté d'expression. Au Tadjikistan, cette action est une violation et sans procès, un verdict de culpabilité est rendu. De plus, la famille de l'accusé subit des pressions de la part des autorités locales et se voit décerner le label "Ennemi du peuple". Il faut noter que la coupe de patience du peuple déborde.

La situation actuelle dans la République du Tadjikistan ressemble à la 37ème année du siècle dernier en URSS. Temps de grande terreur. Mais certains politologues soulignent qu'à cette époque le système du pays était différent. Le gouvernement du Tadjikistan, qui se positionne comme un pays démocratique et laïc et a signé de nombreux accords internationaux, ne pense pas qu'il ne sera jamais tenu responsable.

Aujourd'hui, les citoyens de la République du Tadjikistan ont peur et tentent d'obtenir justice.



Amnistie ou commerce?

JAMSHED YOROV, militant des droits de l'Homme et militant civil



Ce n'est un secret pour personne que le Tadjikistan est un pays corrompu. La corruption, comme le chiendent, a étendu ses racines et ses ramifications à toutes les sphères de la vie publique du pays. Et le principal signe d'une telle corruption systémique est qu'elle est familiale. Même le fait que le Tadjikistan figure dans le classement des pays les plus corrompus au monde ne trouble en rien le régime dictatorial en place.

Le régime essaie d'obtenir de plus en plus de profit, quels que soient les moyens et leurs réalisations. Par exemple, depuis de nombreuses années, les autorités annoncent l'adoption d'une loi

d'amnistie en l'honneur de certains jours fériés. Ainsi, les autorités veulent se montrer clémentes et justes. Et bien que cette amnistie, comme d'autres, soit la principale source de corruption, les gens espèrent encore que cette fois tout sera conforme à la loi et que la justice prévaudra.

A l'occasion du 30^e anniversaire de l'indépendance du Tadjikistan, en septembre 2021, les autorités ont annoncé l'adoption d'une nouvelle amnistie, surnommée "l'amnistie dorée". Et selon les rapports des autorités, plus de 30 000 personnes ont fait l'objet d'une amnistie, certaines devaient être libérées, certaines ont dû voir leur peine réduite, l'affaire pénale abandonnée, etc.

Les personnes derrière les barreaux nourrissent des espoirs pour la soi-disant amnistie dorée.

L'attente a été longue. Les autorités n'ont fait aucun commentaire et ont évité les questions des journalistes. Les espoirs n'étaient pas justifiés, mais quelques jours avant la célébration de la fête de l'indépendance, des informations parurent dans les médias selon lesquelles la loi d'amnistie avait

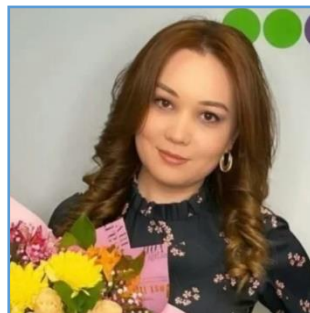
néanmoins été adoptée.

Et cette fois, profitant de l'analphabétisme juridique de la population du Tadjikistan dans l'application de la loi d'amnistie, la corruption et l'extorsion ont considérablement augmenté.

Désormais, même les citoyens offraient ouvertement d'énormes sommes d'argent pour appliquer l'amnistie à leurs proches. Et les responsables de l'application des lois l'ont utilisé ouvertement et sans crainte. Un exemple est le cas de Madina Makhmadjonovna, À qui Aziza Davlatova a infligé des lésions corporelles graves, dont elle est décédée. Aziza Davlatova a été amnistiée.

Il existe de nombreux exemples. Apparemment, l'adoption de la loi d'amnistie sert surtout à exonérer de responsabilité pénale les proches des plus hautes sphères du pouvoir. Ces personnes, afin de donner l'apparence de l'État de droit et de

Madina Makhmadjonova



la justice, sont emprisonnées ou détenues pendant un certain temps, et avec l'application de la loi d'amnistie, elles sont libérées en premier lieu. Cependant, les personnes innocentes condamnées sur de fausses accusations sont détenues dans des conditions plus dures et ne sont pas amnistiées.

Par exemple, le journaliste tadjik Makhmadyousoupov, qui a été condamné à une longue peine de prison pour de fausses accusations, a également perdu cette fois tout espoir d'être libéré. Dans le cadre de l'amnistie, sa peine n'a été réduite que de trois mois.

Les prisonniers politiques tadjiks, que les autorités ne reconnaissent pas comme prisonniers politiques, n'ont pas non plus été amnistiés cette fois-ci. Au contraire, ils sont soumis à de nouvelles tortures et mauvais traitements.



L'adoption de la loi d'amnistie et l'exclusion des prisonniers politiques de la liste des personnes visées par cette loi ont montré une fois de plus que le gouvernement a ignoré les recommandations de l'ONU sur la libération inconditionnelle des prisonniers politiques et violé de manière flagrante les normes internationales relatives aux droits de l'Homme.

Il convient de noter que dans le cadre de la mise en œuvre des précédentes lois d'amnistie,

reconnaissant et tenant compte de l'existence de tels problèmes, les autorités ont annoncé la création d'une commission interministérielle signée par le président lui-même. Cependant,

L'adoption de la loi d'amnistie et l'exclusion des prisonniers politiques de la liste des personnes visées par cette loi ont montré une fois de plus que le gouvernement a ignoré les recommandations de l'ONU sur la libération inconditionnelle des prisonniers politiques et violé de manière flagrante les normes internationales relatives aux droits de l'Homme.

comme toujours, il est impossible d'obtenir des informations sur cette commission, on ne sait pas qui en fait partie, à quelles institutions ils appartiennent, où et comment prendre connaissance des résultats de ses travaux. Malgré les annonces publiques des autorités sur la lutte contre la corruption lors de la mise en œuvre de la loi d'amnistie, de nombreuses informations circulent dans les médias sur l'extorsion et les pots-de-vin.

Les lois d'amnistie ou d'autres législations qui atténuent ou exonèrent des individus sont l'une des principales sources de corruption parmi les forces de l'ordre, le système judiciaire et les procureurs. Le gouvernement non seulement ne veut pas s'attaquer sérieusement à ce problème, au contraire, il l'utilise et même le soutient secrètement.